_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:02 PM Page 1

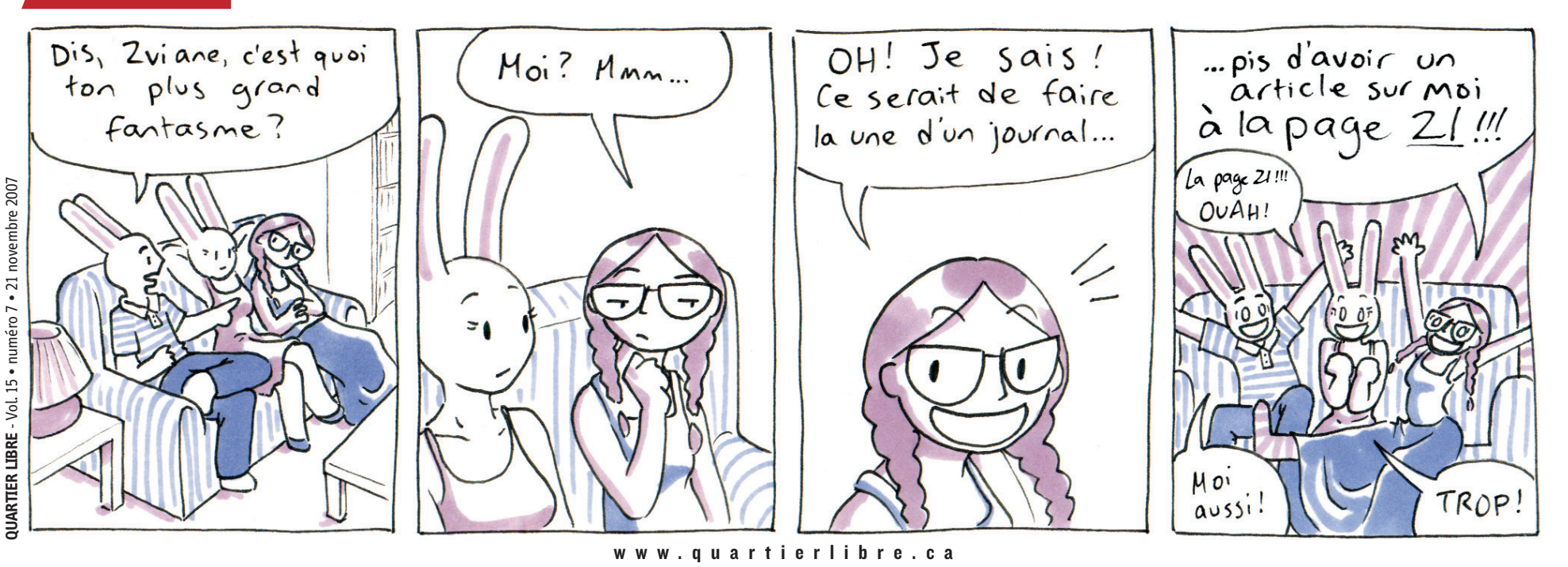
Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Le retour des murs à travers le monde

CIMENTER SES RELATIONS

DOSSIER PAGES 11 À 14

CULTURE



_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:02 PM Page 2

La FAÉCUM remercie tous les étudiants qui se sont impliqués dans le **Référendum FAÉCUM 2007** *pour faire de cet exercice démocratique une grande réussite.*

Aux 240 bénévoles,
aux 21 % des étudiants qui ont partagé leur opinion
et aux membres des comités partisans,

bravo!

Et surtout,
merci
d'avoir répandu votre énergie.

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:02 PM Page 3

À LA UNE

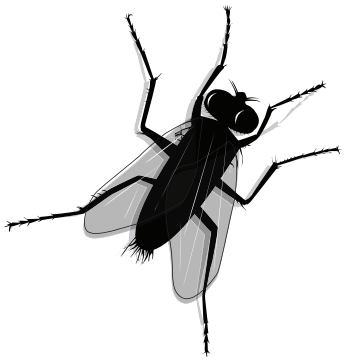
Ces dernières années, les murs poussent comme des champignons à travers le monde. Quartier Libre est parti à la recherche de photos prises non pas par des professionnels mais par des citoyens, des associations, directement concernés par ces barrières fortifiées.
La sécurité aux frontières est un enjeu qui touche directement le Canada. C'est pourquoi votre journal vous livre une enquête sur le renforcement de la frontière canado-americaine et ses conséquences. Et si des barrières poussaient aussi chez nous ?

Dossier pages 11 à 14

SOMMAIRE

CAMPUS

La chronique de Maude L'Archevêque : .... p. 5
Brève sur référendum : ..... p. 5
Les mouches s'installent : ..... p. 5

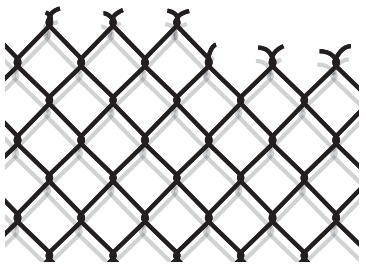


Congrès biennal de l'AGEEFEP : ..... p. 5
Sur les traces de l'ASSÉ : ..... p. 6
La droite invisible à l'UdeM : ..... p. 6
Tête chercheuse : Christian Nadeau ..... p. 7
Informatique libre : ..... p. 8
Soccer : ..... p. 10
Natation : ..... p. 10

L'INTERVIEWÉ : Luc Vinet : ..... p. 9

MONDE

Canada-États-Unis :
la frontière se renforce ..... p. 11
Impact économiques de la sécurité
aux douanes ..... p. 12



Galerie photos : les murs dans le monde .. p. 13
Un monde sans frontières ..... p. 14
Le cuivre flambe ..... p. 15
Un parasol pour la Terre ..... p. 15

SOCIÉTÉ

Vers l'abolition du Sénat ? ..... p. 16
Ouvrage d'actualité :
Comment ça marche à Ottawa ..... p. 16
Payer l'eau pour moins consommer ..... p. 17

CULTURE

Yvan Bienvenue : Un père Noël des Contes
Urbains ..... p. 18
Lecture : *Les couteaux à pain trouent*
les seins pour rien ..... p. 18
Exposition au CCA :
1973 : *Désolé, plus d'essence* ..... p. 19
Documentaire : *War Made Easy* ..... p. 19
Festival Image+Nation :
20 ans de cinéma gai et lesbien ..... p. 20
Rencontre avec Zviane : Une étudiante
de l'UdeM qui fait des bulles ..... p. 22
Chronique BD : *12 mois sans interêt...* ..... p. 22
Musique : Yves Desrosiers, Orillia Opry ... p. 22
La page BD du QL ..... p. 23

Quartier Libre

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Rachelle Mc DUFF - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Francis Desharnais, Pascal Girard, Martin Vidberg, Zviane

JOURNALISTES
Alexandre Cayla, Crystal Crow, Gabrielle Charbonneau, Alexandra Duranceau, Pascal Emond, Vanessa Gauvin-Brodeur, Marie-Michèle Giguère, Charlotte Horny, Maude L'Archevêque, Nicholas Lavallée, Benjamin Léon, Valérie Manteau, Laure Martin, André Martineau, Nérangère Michellod, Alexandra Roy, Valérie Simard, Constance Tabary, Anaïs Valiquette-L'Heureux, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Vincent Riendeau, Pascal Lamblin, Sarah Couillard et Irène Robidoux

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
5 décembre 2007
PROCHAINE TOMBÉE
28 novembre 2007

ÉDITO

L'ART EN BOUTEILLE

Julie DELPORTE

Le Salon du livre de Montréal, supermarché de l'édition, célèbre un produit clairement commercial, un contenant au détriment du contenu – la littérature, la poésie et tout ce qui s'imprime entre deux couvertures cartonnées. L'avantage cependant de ce temple de la littérature à grand tirage, c'est qu'il brasse tout ce qui se fait d'acteurs dans le monde merveilleux du livre. Sauf, bien sûr, ceux qui n'ont pas pu se payer une table d'exposition à 1 000 dollars – pour rencontrer ceux-là, il faut venir à Expozine, foire du fanzine et de la petite édition, les 24 et 25 novembre à l'église Saint-Enfant Jésus (5035 Saint-Dominique).

Et donc, côtoyer ce gratin de l'édition permet de se tenir au courant des derniers potins et même, plus intéressant, des derniers questionnements artistiques – oui, parfois, il y en a dans les coins de stands.

Pour ceux qui ne le savent pas encore, notre tasse de thé à nous, la culture de *Quartier Libre*, c'est la bande dessinée. (On pousse même cette fierté de la différence jusqu'à mettre de la BD sur notre une : vous pourrez lire en page 21 le portrait d'une de vos camarades de classe de l'UdeM, Zviane.) Et en termes de BD, il court ces derniers temps une discussion qui devient sérieusement agaçante.

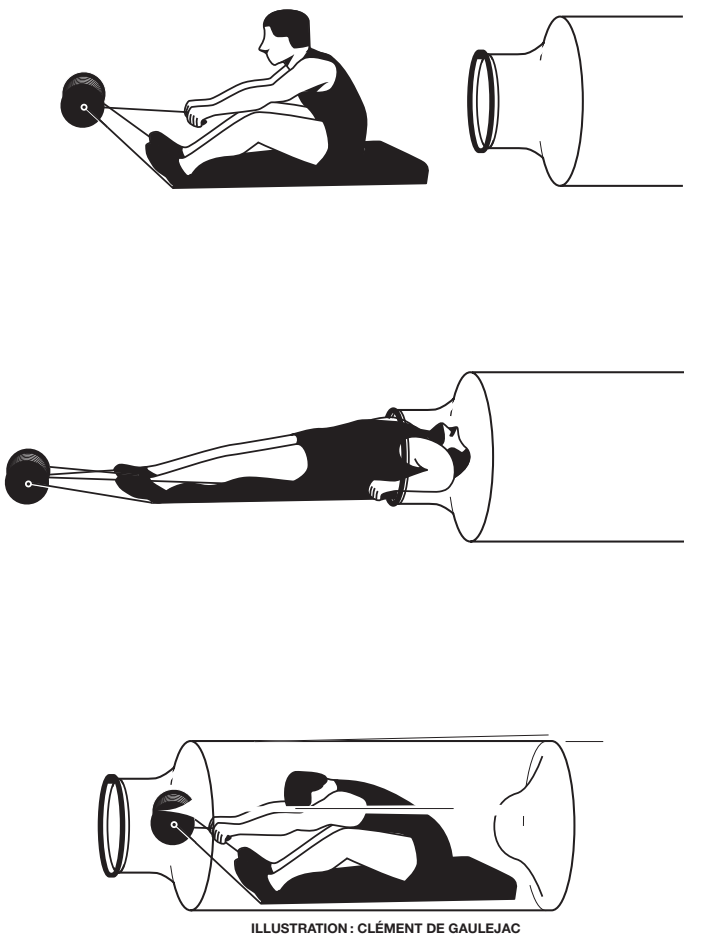


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Vendredi 16 novembre. Catherine Lepage dédicace *12 mois sans interêt, Journal d'une dépression,* publié chez Mécanique générale, la maison d'édition BD de Jimmy Beaulieu. Il est tout neuf, il vient de sortir, et pourtant, la jeune graphiste le travaille depuis quatre ans : *« C'est une vieille dépression ! »,* rigole-t-elle. Surprise en ouvrant le livre : des images, des phrases, des collages, des montages. Mais pas de cases, pas de bulles, pas de plans dessinés qui se suivent. Michel Viau, journaliste spécialisé en BD, discute avec nous : *« Si tu appelles des livres illustrés pour adulte comme celui de Catherine de la BD, alors tu mets* Caillou *et tout le reste dans ce sac-là aussi. »* Jimmy Beaulieu s'insurge très amicalement : *« Je suis désolé, mais si cela n'est pas de la bande dessinée, alors la bande dessinée ne m'intéresse pas ! »* Catherine Lepage, elle, ne tient pas tant que cela au terme BD. Elle dit que l'y cantonner serait faire fuir une partie de son lectorat. Et elle a sans doute un peu raison, car les vieux mythes ont la peau dure – ah oui ? tu lis de la BD, toi ?

Un peu plus tard pendant le Salon, on croise Pascal Blanchet, qui utilise, lui aussi, son talent de graphiste pour écrire des livres illustrés d'adultes : *La fugue*, *Rapide Blanc* et *Bologne*, publiés tous trois chez La Pastèque, encore un éditeur « BD ». Il raconte son expérience au Festival de bande dessinée d'Angoulême en février dernier, *« le voyage le plus horrible de ma vie ».* On lui jetait presque son livre à la figure, paraît-il, parce qu'il n'y avait pas d'*« ostie de cases et de la bubulle ».* Ma décision est prise : je parlerai de *12 mois sans interêt* dans la chronique BD (lire page 22).

BD ou pas, est-ce bien important ? Ce qui m'importe, c'est qu'on me raconte une histoire, si possible intéressante. Et c'est exactement ce que font ces auteurs assis entre deux chaises, comme Catherine Lepage, Pascal Blanchet ou encore Catherine Genest et sa *Nenette* qui cherche un sens.

C'est un peu comme lorsque l'on veut absolument classer le film *Rechercher Victor Pellerin* de Sophie Deraspe entre fiction et documentaire, ou plus récemment *I'm not there* de Todd Haynes sur la vie de Bob Dylan, entre fiction et biographie. Ils ne sont ni l'un ni l'autre et ils sont les deux. Je ne m'égarerai pas dans la comparaison musicale et ses termes de classement qui ne veulent plus rien dire.

C'est mettre les œuvres dans des cases, et l'Art en bouteille. C'est encore une fois privilégier le contenant sur le contenu : on discute de la BD (la bouteille) avant de discuter du livre en question. C'est oublier qu'une discipline artistique évolue parce qu'elle s'inspire d'autres disciplines, et joue avec ses frontières. C'est oublier que la BD est un Art.

C'est oublier que ce ne sont pas ceux qui lisent la BD, mais ceux qui la font, qui décident de ce qu'elle est.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:02 PM Page 4

INSCRIPTION

Session hiver 2008

LE BALUCHON

LE SERVICE DE HALTE-GARDERIE DE LA FAÉCUM

Dates d'inscription : **Pour les anciens : 3 et 4 décembre 2007**
Pour les nouveaux : 5 et 6 décembre 2007

Grâce à la halte-garderie Le Baluchon, il vous sera possible, étudiants parents de l'Université de Montréal membres de la FAÉCUM, de concilier avec succès vos études et votre vie de famille.
Pour en savoir plus, contactez Anne Lessard, directrice du Baluchon.
3333, ch. Côte-Sainte-Catherine (coin Decelles)
Téléphone : 514 340-0440
Courriel : haltegarderie.le.baluchon@qc.aira.com

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:02 PM Page 5

OPINION :

Du mouvement, étudiants !

POUR UN CODE DE COULEUR

Maude L'ARCHEVÊQUE

C'est presque ridicule : deux manifestations contre le dégel des frais de scolarité opéré par les libéraux en deux semaines. Le 15 novembre, c'était au tour des militants de l'ASSÉ de défiler dans les rues de Montréal. Le 22 novembre, à peine sept jours plus tard, ce sera au tour des membres des Fédérations étudiantes universitaire (FEUQ) et collégiale (FECQ).

Même la lectrice de nouvelles à la télé avait l'air mélangée quand elle a demandé à Jean-Patrick Brady – le président de la FEUQ – si l'échec du mouvement de grève générale illimitée de cet automne le déprimait – évidemment pas dans ces mots-là, mais bon, vous comprenez. C'est la FEUQ ! Il n'a jamais voulu de grève à l'automne ! Il n'est pas déprimé du tout, sinon par le fait de se faire – encore – poser la question !

Un code de couleur nous épargnerait tous ces problèmes. Un code de couleur nous permettrait peut-être même de réaliser l'unité dans le mouvement étudiant. Ceux qui sont pour la gratuité scolaire s'habilleraient en rouge, bien sûr. Ceux qui prônent le gel seraient en bleu – question d'être dans les couleurs froides – et ceux qui sont en faveur de l'indexation seraient en blanc – parce que je n'ai plus d'idée de couleur.

Comme ça, personne ne serait jamais récupéré par personne. On pourrait faire des manifestations tous ensemble, contre le dégel des frais de scolarité. Faire une manifestation en étant tout à fait certain de ce qu'on est en train de dire par notre présence.

En prenant une photo de la manifestation vue du ciel, on verrait toutes ces petites taches de couleurs différentes, on verrait toute la diversité du mouvement étudiant et l'on verrait son unité en même temps. Je sonne comme la commission Bouchard-Taylor du militantisme. J'arrête.

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier. Écrivez à : info@quartierlibre.ca

Référendum de la FAÉCUM

La grande consultation a pris fin le 16 novembre dernier. À l'heure où nous mettions le journal sous presse, seul le taux de participation était connu : 21 %. Ce sont 6 900 étudiants qui sont venus s'exprimer aux 24 pôles de vote tenus par plus de 150 bénévoles à Montréal. Un pôle de vote mobile a visité les campus de Saint-Hyacinthe et de Trois-Rivières. Il était également possible de s'exprimer par voie postale.

Les résultats, dévoilés au cours d'un Congrès spécial prévu pour le mercredi 21 novembre, seront disponibles dès le 22 sur le site Internet de *Quartier Libre*. (S.W.)

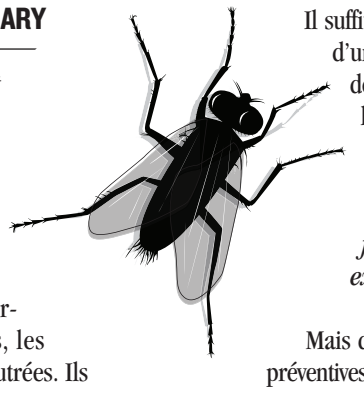
lequartierlibre.blogspot.com

Insolite

MOUCHES ZÉLÉES

Les mouches à fruits tentent de faire leur nid pour passer l'hiver. Elles ont choisi un endroit bien chaud où la nourriture ne vient jamais à manquer : le pavillon 3200 Jean-Brillant. Le premier étage, incluant les bureaux de *Quartier Libre*, de la FAÉCUM et de la régie, semble très propice à leur bien-être.

Constance TABARY



« *Elles se multiplient très vite, et là, ça dégénère* », explique France Léonard, superviseure de l'inspection des aliments de Montréal. Les drosophiles, appelées aussi mouches du vinaigre, se reproduisent à vive allure. Une femelle fécondée pond un œuf toutes les 30 minutes. Interrogés sur la présence des indésirables, les employés de la cafétéria ont des mines outrées. Ils n'ont pas vu traîner nos petites drosophiles. Effectivement, pas âme qui vive sur les plateaux souillés de la cafétéria.

Pourtant, à quelques mètres de là, le gérant du café La Brunante, Daniel Pichette, est plus enclin à parler des mouches : *« Il y en a partout. Elles viennent ici à cause des becs des fûts de bière. Et pourtant, l'inspection de l'hygiène dit que La Brunante est impeccable. »* Pour lui, le problème est plus général : *« Les gens ne sont pas propres. C'est une responsabilité partagée par tous ceux qui fréquentent et travaillent à l'Université. »*

Il suffit d'une peau de banane jetée un lundi dans la poubelle d'un local et c'est l'invasion. Les poubelles des cafétérias et des corridors sont vidées tous les jours, mais pas celles des locaux. En gardant de la nourriture dans une salle, on commence à coup sûr un élevage. France Léonard énonce quelques conseils pour ne pas les attirer : *« Ne pas entreposer de fruits et légumes et éviter l'humidité en faisant sécher la moppe en l'air plutôt qu'au sol, par exemple. »*

Mais dans ce cas de figure, il est trop tard pour les mesures préventives. Le service d'entretien devra recourir à la grosse artillerie. *« On a de bons produits pour enrayer cela »,* affirme Mme Léonard. L'UdeM a un contrat annuel avec une entreprise de dératisation. Régent Bolduc, contremaître du pavillon Jean-Brillant, affirmait, le 30 octobre, que des locaux étaient en train d'être traités. Il a refusé de préciser lesquels.

Une université portugaise a trouvé le moyen de contrôler sa population d'insectes de façon plus naturelle. Elle abrite des chauves-souris dans sa bibliothèque. Quand vient la nuit, les prédateurs font leur affaire aux mouches et aux papillons. Un exemple à suivre ?

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Congrès de l'AGEEFEP

AU RAPPORT

Peu connue sur le campus de l'UdeM, l'AGEEFEP n'en demeure pas moins importante puisqu'elle représente les 7 000 étudiants de la Faculté de l'éducation permanente. À l'aube de son congrès biennal du 24 novembre prochain, bilan et perspectives de cette association.

Stéphane WAFFO

Avant chaque congrès, l'association a l'obligation de faire la tournée des 283 classes afin d'informer les étudiants sur les sujets importants. Pour Denis Sylvain, son secrétaire général, il s'agit de *« s'assurer que les étudiants participent, pour que le rapport de forces lors des négociations avec l'Université soit à notre avantage »*. Selon lui, une bonne participation permet *« de démontrer que les étudiants membres de l'AGEEFEP sont aussi intéressé par la qualité de leur formation et dans les services qu'ils reçoivent de l'UdeM »*.

QUELQUES RÉALISATIONS

Depuis le dernier congrès, Denis Sylvain estime avoir réalisé plusieurs mandats. Il explique que le premier mandat qui avait été confié à l'association, celui de *« revoir toutes les communications à la lumière des nouvelles technologies »,* a été relevé avec succès. Ainsi, *« refonte complète du site Internet »*, utilisation des *« médias électroniques »* sont autant de points qui ont été améliorés. L'autre mandat était de tenir un référendum afin de savoir si les membres souhaitaient se doter d'une assurance santé. Mission accomplie : depuis cet automne, les étudiants de la FEP disposent d'une assurance santé, identique à celle que propose la FAÉCUM à ses membres.

RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Dans l'optique du prochain congrès, une recherche auprès des diplômés (bacheliers par cumul de certificats) de la FEP depuis les cinq dernières années sera à l'ordre du jour. L'idée serait de *« connaître l'impact auprès des employeurs privés ou publics »* pour ces diplômés qui arrivent avec leur bac ès sciences ou ès arts. Un des projets importants qui devront être abordés sera *« la reconnaissance des acquis de formation ou des acquis expérientiels »*.

Pour M. Sylvain, avec l'internationalisation, il est important aujourd'hui, dans un contexte universitaires de s'adapter : *« À l'AGEEFEP, on a financé une étude pour savoir ce qui se passe du côté des autres provinces canadiennes. »* Le constat, selon lui, est clair : *« Le Québec est très en retard dans le dossier de la reconnaissance des acquis. »* Selon lui, la logique qui prévaut ici est celle du *« hors de ma classe, point de salut »*. Il est d'avis que pour mieux reconnaître et accepter les diplômes étrangers, *« il faut commencer par le faire pour nous-mêmes »*. C'est d'ailleurs un des dossiers qu'il traite en tant que représentant de l'AGEEFEP à la commission canadienne de l'éducation pour l'UNESCO.

LA BRUNANTE, UN SERVICE QUI COÛTE CHER

Avec la loi antitabac en vigueur depuis le 1er mai 2006, le bistro de l'AGEEFEP a souffert énormément l'an dernier. D'environ 600 à 700 personnes par jour, la fréquentation de l'établissement est passé à 250 personnes. Daniel Pichette, le gérant est catégorique : *« On a baissé d'à peu près 35 % de chiffre d'affaires »*. Denis Sylvain parle d'ailleurs d'une *« chute drastique de ventes de café »*. Pour tenter de remédier à la situation, plusieurs solutions ont été adoptées. *« Pour combler le trou, on a fait des promotions, on a baissé les prix surtout dans les produits comme la bière »,* dit M. Pichette. Mais, bien que selon lui la pente ait été remonté de 10 %, il insiste sur le fait qu'il y a encore 25 % de perte : *« Cette année, ça va un petit peu mieux que l'année passée, mais on ne roule pas sur l'or »*. Un point sur les finances et l'état de La Brunante sera d'ailleurs traité au cours du congrès.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 6

Manifestation de l'ASSÉ

SOYONS RÉALISTES...

Sous une fine pluie, 1 500 étudiants ont défilé dans les rues de Montréal le 15 novembre dernier. À l'initiative de l'ASSÉ, cette manifestation constituait le premier grand rassemblement de la campagne contre le dégel des frais de scolarité.

Anaïs VALIQUETTE-L'HEUREUX

Trente-huit délégations de cégeps et d'universités québécoises se sont rassemblées jeudi dernier vers 13 h au Square Dorchester, à l'angle des rues Peel et René-Lévesque. Pour l'occasion, plusieurs associations des universités de Montréal, de Sherbrooke, du Québec à Chicoutimi, du Québec en Outaouais, de l'UQAM et de l'Université Laval faisaient la grève. Dans la foule composée d'étudiants motivés et joyeux, on retrouvait des contingents anarchistes et communistes, identifiables à leurs couleurs et slogans traditionnels. Un sentiment d'appartenance collective se ressentait à travers les *« On veut étudier, on veut pas s'endetter »* et les *« Un flic de moins, dix bourses de plus… »*.

Alors que les jours précédents avaient été très animés à l'UQAM et au Cégep du Vieux-Montréal – 102 militants ont été arrêtés par les forces anti-émeutes – la manifestation s'est déroulée dans le calme. Même les 200 personnes qui s'étaient réfugiées dans l'UQAM à l'issue de la manifestation ont décidé de ne pas occuper les lieux. L'attitude des forces anti-émeutes a visiblement marqué les esprits. *« On a vu du matraquage, du poivrage, du gazage et de l'intimidation verbale de la part des policiers »*, raconte une cégépienne.

PHOTO : FÉLIX VAILLANCOURT

PHOTO : FÉLIX VAILLANCOURT

La pluie n'a pas dissuadé 1 500 manifestants.

ASSEZ DÉSORDONNÉ

Selon Éric Martin, ancien représentant de l'ASSÉ, bien que la structure horizontale de l'organisation permette davantage de spontanéité, d'adaptabilité et de créativité, *« l'absence d'organisation plus verticale empêche de présenter un contenu et des messages cohérents, de même qu'une stratégie uniforme »*.

En effet, certaines associations facultaires ont voté la grève en assemblée générale, allant à l'encontre des recommandations du congrès de l'ASSÉ. Mais cet emballement ne convainc pas tout le monde. Julien Lavallée, un officier de l'association étudiante du Cégep du Vieux-Montréal, pense qu'une montée hâtive du mouvement de grève pourrait *« épuiser les membres »*.

Pour Jean-Philippe Gagnon, un manifestant venu seul du Cégep de Limoilou, à Québec, le mouvement étudiant est *« un peu mort »* dans la région de la Capitale nationale. *« Il va falloir se forcer pour mobiliser la population étudiante de Québec »*, pense-t-il.

« Malheureusement, parfois, on a trop été centrés sur l'idéologie », estime Alexandre Leduc, de l'Association facultaire des étudiants de sciences humaines de l'UQAM (AFESH), pilier central de l'ASSÉ. Le militantisme à l'ASSÉ a changé et cherche maintenant à légitimer son discours avec des recherches scientifiques, ce que la FEUQ fait depuis longtemps. Par exemple, l'ASSÉ a eu le soutien de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), qui a présenté une étude démontrant la faisabilité de la gratuité scolaire. La revendication phare de l'organisation étudiante coûterait ainsi 550 millions de dollars à l'État québécois.

Reste que l'ASSÉ apparaît toujours pour beaucoup d'observateurs comme une organisation qui brouille le discours étudiant. Ainsi, l'association refuse toujours de s'allier aux autres coalitions québécoises ; elle refuse de joindre la coalition des Forces étudiantes réunies, qui manifeste le 22 novembre à Montréal contre le dégel des frais de scolarité. *« L'ASSÉ prône le syndicalisme de combat, ce que la coalition ne prône pas. On ne se rejoint pas sur les fondements de base »*, dit Marie-Ève Ruel, membre de l'ASSÉ.

Les étudiants de droite à l'UdeM

PRÉSENCE DISCRÈTE

L'ASSÉ, la FEUQ, la FAÉCUM et d'autres associations étudiantes prônent souvent des idées dites « de gauche », à tel point que l'on pourrait penser que les campus québécois sont vides d'étudiants de droite. Pourtant, ils sont bien là, à l'UdeM, mais se font tout petits.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR

Même s'il n'existe aucune organisation formelle d'étudiants de droite sur le campus, vous aurez peut-être reçu un tract prônant le dégel des frais de scolarité ou rencontré un camarade de classe arborant avec fierté un écusson avec le même slogan. *« L'idée reçue est que la plupart des étudiants de droite s'inscrivent à des programmes du type droit ou médecine. C'est une vague impression »*, dit Simon Rocheleau, étudiant en droit à l'UdeM.

> **C'est difficile d'agglomérer tous les étudiants de droite. Certains sont adéquistes, d'autres sont conservateurs, il y a même des séparatistes dans notre groupe.**
>
> **Vincent Geloso**

Avec plusieurs de leurs amis – une bonne centaine selon Vincent Geloso, étudiant en économie – qui proviennent de tous les horizons de la droite, ils se rencontrent sur le campus et le plus souvent à l'extérieur, comme à l'institut Fraser par exemple.

L'INSTITUT FRASER ET L'IEDM COMME PARRAINS

L'Institut Fraser est une organisation vouée à la recherche et à l'éducation. Elle *« évalue et étudie l'incidence des marchés et l'intervention de l'État sur le bien-être des individus »*, explique son site Internet. Un institut en faveur du libre-échange ou de politiques d'assouplissement du droit du travail, selon M. Geloso. Les réunions se tiennent également à l'Institut économique de Montréal (IEDM), un centre de recherche économique indépendant assez similaire à l'Institut Fraser. *« Les programmes que l'on offre sont ouverts à tous les étudiants, on ne vise personne en particulier »*, dit Jasmin Guénette, directeur des affaires publiques de l'IEDM.

Qualifiés de « *think tank* néo-libéral » par nombre de gens de gauche, ces instituts permettent aux étudiants d'assister à des conférences sur des sujets d'actualité publique, comme l'introduction d'un système de santé privé au Canada.

MANQUE DE SOUTIEN DE LA FAÉCUM ?

Malgré leur activisme, les étudiants de droite font rarement parler d'eux. Très peu s'impliquent dans les associations étudiantes de premier plan. *« On s'implique dans les associations départementales. Dès qu'il y a des activités, j'y participe. Mais on ne prend pas de poste, car on a d'autres priorités »*, dit Vincent Geloso.

Simon Rocheleau, cible quant à lui l'attitude de la FAÉCUM. *« On a l'impression qu'ils nous mettent des bâtons dans les roues en nous forçant à annuler ou à déplacer nos événements »*, lance l'étudiant en droit. *« Je ne me souviens pas d'avoir déjà annulé un événement à cause de son motif politique »*, réplique Francis Hogue, coordonnateur aux affaires associatives de la Fédération. *« Tous ceux qui veulent créer un groupe sont encouragés à le faire, programmes de subventions à l'appui. »*

RASSEMBLEMENT DIFFICILE

De la même manière que la gauche est tiraillée entre de multiples tendances, la droite n'est pas homogène, rappelle Vincent Geloso : *« C'est difficile d'agglomérer tous les étudiants de droite dans la même direction. Certains sont adéquistes, d'autres sont conservateurs, il y a même des séparatistes dans notre groupe. »* Si les grandes associations étudiantes, telles que la FAÉCUM, militent pour des thèmes rassembleurs comme la qualité de l'éducation, *« les groupes de droite ont des priorités qui sont moins militantes sur le campus »* et préfèrent s'investir à l'Institut Fraser ou à l'IEDM, explique-t-il. Avec le dégel des frais de scolarité, la droite a cependant davantage de moyens pour s'impliquer dans le mouvement étudiant : *« C'est la première fois qu'il y a une vraie mobilisation commune au sein de notre camp. »*

Il y a un autre facteur à la base du manque de visibilité des étudiants de droite : l'argent. *« On n'en a pas beaucoup. La plupart sort de la poche des membres du comité* [le comité pour le dégel des frais de scolarité] *»*, explique M. Geloso. Si pour le référendum de la FAÉCUM, chaque comité pouvait faire imprimer gratuitement 10 000 tracts, l'impression de tracts et d'affiches constitue un obstacle financier en temps normal. C'est donc par le bouche-à-oreille que l'information est communiquée, conclut celui qui a été l'un des adéquistes les plus lus de la blogosphère québécoise.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 7

double pizza®
5002 QUEEN MARY
TOUJOURS
514•343•0•343
2 POUR 1
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE

À côté de la Grande Cafétéria
MICRO 2200
Division de Micro-Boutique
Magasin campus agréé
VOTRE BOUTIQUE INFORMATIQUE AU COEUR DU CAMPUS
ÉTUDIANTS !
SOLDE EXCLUSIF !
IMPRIMANTE MULTIFONCTIONS hp 19,99*
*À l'achat d'un ordinateur. Après rabais postaux. Quantités limitées. Exp. 30/12/2007.
MacBook
Écran 13.3" large
Intel Core 2 Duo 2 Ghz
1 Go de mémoire RAM
Disque dur de 80 Go
Lecteur Combo
Sans-fil intégré (802.11N) + Bluetooth
Mac OS X 10.4 + iLife '06
Télécommande Apple Remote
Caméra web intégrée
Caméra iSight intégrée
intel Core 2 Duo
COURS GRATUIT
CORE 2 DUO
1099
414812 35$ / mois¹
IMPRIMANTE MULTIFONCTIONS hp 19,99*
*À l'achat d'un ordinateur. Après rabais postaux. Quantités limitées. Exp. 30/12/2007.
Caméra iSight intégrée
1 GO DE RAM
iMac
Écran 17"
1.83 GHz Intel Core 2 Duo
Lecteur Combo 24x
512 Mo de mémoire RAM
+ 512 Mo GRATUIT*
Disque dur de 160 Go
Sans-fil intégré
Mac OS X 10.4 / iLife
Caméra Web intégrée
*Après rabais postal.
Exclusivité Micro-Boutique
899
399019 29$ / mois¹
intel Core 2 Duo
COURS GRATUIT
micro2200.ca
3200, rue Jean-Brillant, Local B-2200,
Montréal, Tél.: 514.270.4477
Ouvert lundi au vendredi de 9h à 17h
1)Financement étudiant, 0$ à l'achat et 0$ résiduel, terme de 36 mois, taxes en sus, détails en magasin, prix et caractéristiques sujet à changement sans préavis, quantités limitées.
Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer inc., enregistrées aux États-Unis et autres pays.

CAMPUS

Tête chercheuse

CHRISTIAN NADEAU

Dans *Justice et démocratie*, publié aux Presses de l'Université de Montréal, Christian Nadeau, professeur de philosophie politique à l'UdeM, traite simplement de questions politiques comme la démocratie, l'égalité, la justice sociale et la guerre.

Bérangère MICHELLOD

Quartier Libre : Quelle définition de la démocratie proposez-vous dans votre livre ?

Christian Nadeau : Elle consiste à faire en sorte que les individus disposent des mêmes moyens pour effectuer un choix réfléchi : ils doivent pouvoir justifier un choix qu'ils ont fait. Il faut donc doter les individus d'éléments qui leur permettent de comprendre de manière plus rigoureuse les grandes questions pratiques et politiques. Il est important que l'ouvrage de vulgarisation ne ferme pas le débat. Si la démocratie se limite au principe du plus grand nombre, ce n'est pas un principe de justice. Pour éviter cela, il faut penser la démocratie comme contenant en elle-même des principes de justice.

Q.L. : Comment résumez-vous la justice ?

C.N. : Elle se présente comme un principe d'équité. Selon la thèse classique : tous les individus ont droit au même traitement. Cependant, toute société se compose de personnes partageant des valeurs différentes. L'égale considération de chaque personne inclut le fait que chacun a le droit de vivre la vie qu'il a choisie. Ainsi, l'uniformité sociale demande que les valeurs de chacun soient respectées.

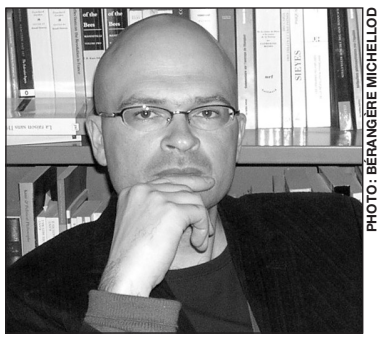


PHOTO : BÉRANGÈRE MICHELLOD

Q.L. : Pensez-vous que la vulgarisation des concepts est une manière de sensibiliser ?

C.N. : Oui, en ce sens la vulgarisation permet aux questions présentes de sortir du placard. Le grand public met de côté certaines questions, car il n'a peut-être pas les outils pour les comprendre ou se les poser. La vulgarisation, à mon sens, est un point de départ. Elle permet de mieux réfléchir à des questions pratiques, comme par exemple l'immigration ou la justice pénale internationale. Le but de la vulgarisation est de s'expliquer à soi-même ce que l'on fait. Si un chercheur n'est pas capable de résumer son travail en quelques lignes, sans perdre pour autant ce qui fait la complexité de son travail, il y a un problème.

Q.L. : Les étudiants sont-ils poussés dans la voie de la vulgarisation au cours de leurs études ?

C.N. : C'est relatif au ratio des classes. Être 300 en classe, c'est étudier les choses en surface : nous n'avons pas la possibilité structurelle de faire autrement. En séminaire, nous allons beaucoup plus loin avec les étudiants et revenons à la question originelle. Bien sûr, je ne dis pas que c'est nécessairement le cas, mais il y a des risques que ce soit ainsi à l'université.

Q.L. : Finalement, quel sens attribuez-vous à votre travail ?

C.N. : Dans le cadre de ma discipline, la philosophie politique, mon travail, au sens étroit, est de contribuer à la connaissance. Je cherche à clarifier les enjeux de problématiques difficiles afin de répondre à certaines questions telles que comment passer à une justice démocratique ? Le débat est un jeu : or, nous ne jouons pas de la même manière aux échecs qu'au Monopoly. Ceci étant dit, le philosophe n'impose pas les règles du jeu, il ne fait qu'expliciter ou rendre plus claires les règles du jeu, par exemple celui d'un débat sur la démocratie. Toutefois, sous plusieurs aspects, mon travail est un engagement politique.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer
On met l'accent sur l'anglais.
English Conversation
NIVEAUX 1a, 1b, 2, 3 et 4
26 janvier au 12 avril
Samedi de 9 h à 13 h
NIVEAUX 2, 3 et 4
30 janvier au 31 mars
Lundi et mercredi de 16 h à 18 h 30
NIVEAUX 2, 3, 4 et 5
30 janvier au 31 mars
Lundi et mercredi de 19 h à 21 h 30
Writing Workshop
22 janvier au 22 avril
Mardi de 19 h à 22 h 15
Reading and Writing
22 janvier au 22 avril
Mardi de 19 h à 22 h 15
Business English : Oral Communication
24 janvier au 24 avril
Jeudi de 19 h à 22 h 15
Business Writing
26 janvier au 12 avril
Samedi de 9 h à 13 h
Office Communication
24 janvier au 24 avril
Jeudi de 19 h à 22 h 15
Scientific and Technical Writing
22 janvier au 22 avril
Mardi de 19 h à 22 h 15
Hiver 2008
TEST DE CLASSEMENT OBLIGATOIRE
Date limite d'inscription : le 4 décembre
Téléphonez ou consultez le site Web pour savoir quels documents sont requis lors de l'inscription.
514 343.6090 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca/langues/
Université de Montréal

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 8

À BAS LA TYRANNIE !

Ceux qui utilisent Mozilla Firefox plutôt qu'Internet Explorer le font pour plusieurs raisons : pour être différents, pour son efficacité ou pour combattre l'Empire Microsoft. Toutefois, ce qui différencie véritablement ce fureteur est son appartenance à la catégorie des logiciels dits « libres ». La FAÉCUM s'est récemment penchée sur la question et entend initier l'ensemble des étudiants de l'UdeM à la culture du « libre ».

Alexandre CAYLA

Le 10 octobre dernier, en adoptant l'*Avis sur l'utilisation de logiciels libres et formats ouverts à l'Université de Montréal*, le Conseil central (CC) de la FAÉCUM a esquissé les premières lignes de sa position sur la place des logiciels libres à l'Université de Montréal.

Ce document, qui effectue un survol complet de la question des logiciels libres en milieu universitaire, comporte trois orientations centrales pour les années à venir : favoriser la diversification de l'offre technologique (pour que les étudiants puissent choisir entre des postes Windows, Mac ou Linux; entre Word et son compétiteur libre); favoriser l'utilisation de « formats ouverts » par l'ensemble de la communauté universitaire et inciter les étudiants à expérimenter et à se familiariser avec les différents environnements de travail.

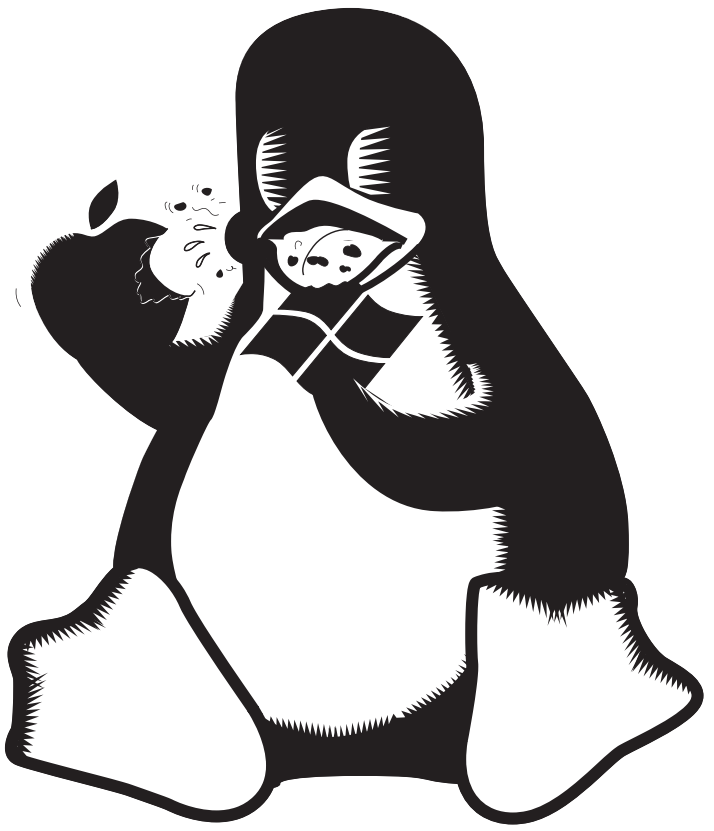


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

FOND OU FONCTION?

Le vocable « logiciel libre » est galvaudé et prête souvent à confusion. Ainsi, plutôt que de retenir une définition précise, la FAÉCUM a privilégié quatre critères pour définir ce type de logiciel : il peut être utilisé sans restriction par toute personne ou organisme ; son code source (structure interne du programme) est accessible à tous ; il peut être modifié par n'importe qui et être distribué librement par ses utilisateurs. À l'opposé, les logiciels « propriétaires » demandent à ses usagers de se soumettre à plusieurs conditions d'utilisation qui servent à garantir les droits de la compagnie. Or, au-delà des considérations d'accessibilité au code source, pourquoi serait-il si important d'utiliser des logiciels libres plutôt que propriétaires ?

Selon Vincent St-Amour, étudiant en informatique et corédacteur du document, cette problématique ne concerne pas que les informaticiens puisqu'il s'agit d'abord et avant tout « *de ne plus être à la merci de qui ou de quoi que ce soit* ». L'Université a le devoir d'être vigilante puisqu'elle est appelée à jouer un rôle mémoriel et scientifique. En fait, comme elle doit s'assurer que les informations qu'elle stocke sont continuellement accessibles, il est vital pour elle de se prémunir contre les décisions dommageables que peuvent prendre les compagnies.

Pour Paul Khuong, qui a aussi participé à la rédaction de l'avis, la monoculture rend les organisations vulnérables aux décisions des compagnies leur fournissant des logiciels puisque si ces dernières décident de laisser tomber certains formats, plusieurs documents deviennent inaccessibles, car personne ne sait comment ils sont « *construits* ».

OUVERTS ET COMPATIBLES

L'utilisation accrue de logiciels dans l'enseignement et la recherche engendre aussi une autre conséquence : les problèmes de compatibilité. Quand un professeur change de logiciel ou acquiert une nouvelle version, il force l'ensemble de ses étudiants à s'adapter. Conséquemment, ils doivent se procurer le logiciel s'ils en ont les moyens, pirater une copie ou faire l'ensemble de leurs travaux à l'école s'ils sont sans le sou. Si ce dernier avait utilisé un format « ouvert » tels que les « PDF », ce problème aurait été évité.

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : BIEN, MAIS PEUT FAIRE MIEUX

Malgré ces quelques lacunes sur l'ensemble du campus, il ne faut pas croire que l'Université de Montréal est en marge du phénomène. Le DIRO (Département d'informatique et de recherche opérationnelle) est bien équipé et beaucoup de fonds sont alloués à la recherche et au développement de logiciels libres. Toutefois, elle n'en fait pas autant que d'autres universités. L'Université d'Alberta, par exemple, a décidé d'aider les développeurs d'un système d'exploitation libre pour serveurs, OpenBSD. Ce geste est d'autant plus intéressant lorsque que l'on sait que plusieurs multinationales (Google notamment) ont recours à des logiciels libres pour faire « rouler » leurs serveurs. Il reste donc à voir si l'Université de Montréal sera à la hauteur de ces nouveaux défis.

Quand un professeur change de logiciel ou acquiert une nouvelle version, il force l'ensemble de ses étudiants à s'adapter. Ils doivent se procurer le logiciel s'ils en ont les moyens, pirater une copie ou faire l'ensemble de leurs travaux à l'école s'ils sont sans le sou.

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Oyez Oyez !

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?

Quartier Libre tient des réunions de production au local B-I274-6.

Aucune expérience requise.

MOCAD
MONTREAL COLLEGE OF ART AND DESIGN
COLLEGE D'ART ET DE DESIGN DE MONTREAL

Pour une carrière durable

SESSION DÉBUTANT LE
14 JANVIER 2008

DIPLÔMES EN:

ARCHITECTURE DURABLE
FORMATION INTENSIVE À TEMPS PLEIN (12 MOIS)

CONSERVATION ARCHITECTURALE
FORMATION INTENSIVE À TEMPS PLEIN (12 MOIS)

FORMAT:ONS PROFESS:ONNELLES EN:
AUTOCAD + SOLID WORKS + DESIGN DE SITE WEB

WWW.MOCAD.CA

INFO@MOCAD.CA
(514) 847-3636
3414 AVENUE DU PARC,
SUITE 221
METRO PLACE-DES-ARTS

Une formation d'avenir

L'INRS est une université qui offre un environnement valorisant et stimulant de recherche et de formation de 2e et de 3e cycle.

Découvrez nos programmes d'études

- Biologie
- Démographie
- Études urbaines
- Microbiologie appliquée
- Pratiques de recherche et action publique
- Sciences expérimentales de la santé
- Sciences de l'eau
- Sciences de l'énergie et des matériaux
- Sciences de la terre
- Virologie et immunologie
- Télécommunications

Développez des expertises de pointe

- Changements climatiques
- Communications sans fil
- Génie logiciel et télédétection
- Gestion intégrée des ressources
- Immunité, maladies infectieuses et cancer
- Nanotechnologies et photonique
- Phénomènes sociaux et gouvernance
- Santé environnementale
- Technologies et biotechnologies environnementales
- Tendances économiques et démographiques

L'INRS accueille aussi des stagiaires postdoctoraux et des stagiaires de recherche.

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone : 418 654-2500
Sans frais : 1 877 326-5762

www.inrs.ca

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 9

Luc Vinet

UNE UNIVERSITÉ « LE FUN »

Recteur depuis juin 2005, Luc Vinet s'est rapidement attaqué à des sujets d'envergure, au risque de parfois irriter étudiants et employés de l'UdeM. Gel des frais de scolarité, campus d'Outremont ou frais technologiques, *Quartier Libre* a revu avec lui les grands dossiers du moment.

Propos recueillis par
Clément SABOURIN

Quartier Libre : En février 2007, avant même la réélection du gouvernement de Jean Charest, vous vous prononciez en faveur du dégel des frais de scolarité. Depuis la dernière rentrée, la réforme est entrée en vigueur, malgré l'opposition d'une partie des étudiants. De quel œil regardez-vous leur mobilisation ?

Luc Vinet : J'aimerais voir les étudiants élargir leur discours, penser la société de demain et chercher des pistes nouvelles et créatives. Les voir présenter des défis à la génération en place. Et l'université doit porter ces transformations. J'attends beaucoup des étudiants… et je suis sûr qu'ils vont donner beaucoup. Ceci dit, je souhaiterais être mis au défi sur une base intellectuelle, (quand je dis, « moi », je ne parle pas personnellement), qu'on soit interpellés et qu'on se mette à travailler à autre chose.

Q. L. : Trouvez-vous que le discours des opposants au dégel manque d'audace ?

L. V. : D'audace… je ne sais pas. Le discours est toujours le même, on pourrait y dénoter un certain conservatisme. Pourtant, les enjeux sont considérables et je trouve qu'on n'y réfléchit pas assez, qu'on ne se stimule pas suffisamment pour trouver les pistes et être originaux.

Q. L. : Le taux d'étudiants qui se sont désistés du fonds technologique [financé par la cotisation automatique non obligatoire de 3 $ par crédit, tel qu'entendu avec la FAÉCUM et l'AGEEFEP en février 2007] avoisine les 25 % pour la session d'automne. N'est-ce pas supérieur à vos prévisions ?

L. V. : Tout à fait, on est très désappointés de ça, car l'entente prévoyait un faible taux de retrait. De plus, elle stipulait que la FAÉCUM devait faire la promotion de ce programme… et pour l'instant, ce que j'ai vu c'est plutôt le contraire. Si le mécanisme de financement ne fonctionne pas, on est floués de part et d'autre et on ne peut pas déployer ce qu'on a prévu de faire, comme équiper tout le campus en Wi-Fi

Q. L. : Alors, allez-vous revoir l'entente ?

L. V. : On est en train de discuter avec la FAÉCUM, en convenant que notre objectif n'est pas atteint. Je ne veux pas présumer, parce que je table sur le partenariat comme convenu. Je pense qu'avec la FAÉCUM, on peut tenir ensemble le même discours et éviter de se perdre ou de discuter de particularités, de détails techniques sur l'entente.

Q. L. : Pensez-vous que le projet prioritaire du fonds technologique, équiper tout le campus en Wi-Fi, constitue réellement une priorité pour l'UdeM ?

PHOTO : CONSTANCE TABARY

L. V. : Je vais vous donner une réponse plus générale : c'est important que l'Université de Montréal possède les outils modernes et appropriés afin d'offrir le meilleur cadre de formation. Il faut que ce soit « le fun » d'y étudier. Ça a un effet d'engagement sur les étudiants.

Q. L. : En juin, vous avez confié la vente du pavillon 1420 Mont-Royal, anciennement couvent des sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie, à CBRE, une entreprise spécialisée. Pourtant, le bâtiment avait été acquis quatre ans plus tôt. Pensez-vous que l'équipe qui vous précédait au rectorat a fait un mauvais choix ?

L. V. : Qui dit équipe précédente, dit temps et contexte différents. Elle avait pris cette décision au regard des opportunités de l'époque. Ce qui s'est passé, c'est que nous sommes confrontés à un manque d'espace, en particulier dans le secteur scientifique. Et tout le monde convient que le 1420 Mont Royal ne peut pas héberger ce secteur. Il faut des pavillons neufs pour ça. D'expérience, on sait que les rénovations coûtent de plus en plus cher, mais durent de moins en moins longtemps. Il faut donc construire un pavillon neuf. Pour ça, conserver le 1420 devient un boulet avec des avantages qui sont loin d'être évidents.

Q. L. : Maintenant, toute l'attention va se porter sur le futur campus d'Outremont. Vous êtes-vous fixé une date de première livraison ?

L. V. : Je me suis engagé à ce que, d'ici 2011, les gens puissent y intégrer un pavillon des sciences.

Q. L. : Vous confirmez que le rectorat n'a plus l'intention de financer le futur pavillon étudiant ?

L. V. : C'est-à-dire que… foncièrement ce que vous dites est vrai. Mais l'Université est très intéressée à travailler et à aider les étudiants à réaliser ce pavillon. Maintenant, il faut comprendre qu'avec la situation financière dans laquelle on se trouve, les ressources doivent porter au premiers chef sur la réalisation des projets et des initiatives qui sont dans le droit fil de nos activités de recherche.

Q. L. : Mais vous dites vous-même vouloir faire de l'UdeM, une université qui soit « le fun », ça en fait partie tout de même…

L. V. : Absolument. Et c'est pour ça que je dis que notre mission à cet égard est, premièrement, de s'assurer de la formation des étudiants. Ce serait déraisonnable d'avoir un campus très agréable dans lequel on recevrait une formation mediocre. Mais j'ai très à cœur d'avoir un environnement où il fait bon vivre. Nous sommes donc prêts à contribuer de manière appropriée, à la mesure de ce qui est possible, par la philantropie. Je souhaite qu'on continue à discuter de ça encore avec les étudiants. On peut construire le pavillon, mais on a besoin d'un engagement sur le loyer pour couvrir les frais.

40 ans
de formation et de recherche pour la vie !

La recherche biomédicale vous captive?

Depuis sa fondation en 1967, l'IRCM offre à ses étudiants diplômés et stagiaires postdoctoraux une formation de qualité dans un environnement multidisciplinaire performant et un accès à des équipements ultramodernes.
Nos chercheurs, reconnus sur la scène internationale dans de nombreux domaines, vous préparent à une carrière scientifique prometteuse.
Renseignez-vous dès maintenant au sujet de nos programmes d'études supérieures et de formation postdoctorale. Les possibilités d'obtenir une bourse sont aussi excellentes.

www.ircm.qc.ca
admission@ircm.qc.ca
(514) 987-5527

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 10

Soccer

FIN DE SAISON ARDUE

Du Championnat de Sport interuniversitaire canadien (SIC), les équipes de soccer féminine et masculine de l'Université de Montréal reviennent bredouilles.

Alexandra DURANCEAU

Aucun faux pas n'était possible pour les Carabins. Dans ce type de tournoi à simple élimination, les huit équipes participantes disputent un quart de finale. Celles qui perdent leur premier match sont automatiquement redirigées vers le tableau de consolation et ne peuvent espérer obtenir mieux qu'une cinquième place. C'est malheureusement ce qui est arrivé aux deux équipes de l'UdeM.

La brigade féminine, qui en était à sa deuxième participation à ce tournoi, avait la lourde tâche de stopper les puissantes Thunderbirds de l'Université de Colombie-Britannique (UBC) lors du match d'ouverture. Cette même équipe qui détenait le record national avec cinq conquêtes du trophée commémoratif Gladys Bean depuis que le soccer féminin a été ajouté au programme de SIC en 1987. Les filles ont livré une bonne bataille, mais se sont toutefois inclinées 2 à 0. *« C'est décevant, car nous avons suffisamment bien joué et obtenu de bonnes chances, mais nous avons fait des erreurs qui nous ont fait mal, ce qui ne pardonne pas »*, explique l'entraîneur-chef des Bleues, Kevin McConnell.

Visiblement déçues, elles ont tout de même su relever la tête pour vaincre les Gee-Gees de l'Université d'Ottawa 1 à 0 et ainsi atteindre la finale de consolation. Ce sont finalement leurs rivales de l'Université Laval qui auront eu le dessus par la marque de 2 à 1 aux tirs de barrages pour l'obtention de la cinquième position.

Malgré leur sixième rang, ce fut une expérience fantastique, aux dires de l'attaquante Véronique Laverdière. *« Le problème que nous avons rencontré en Nouvelle-Écosse est notre manque d'opportunisme. C'est ce qui nous a coûté les victoires. Nous avions le contrôle durant les matchs, mais n'arrivions pas à marquer. »* Tous s'entendent pour dire que malgré ce qui peut sembler être une contre-performance, il s'agit de résultats encourageants pour les années à venir. Finalement, ce sont les Capers de l'Université du Cap-Breton qui ont mérité les grands honneurs en remportant pour la première fois le trophée commémoratif Gladys Bean grâce à une victoire de 2 à 1 aux dépens des Lions de l'Université York.

BLANCHISSAGE INATTENDU

Pour la première fois de son histoire, l'équipe masculine de soccer des Carabins de l'Université de Montréal aura été complètement blanchie au cours d'un championnat de SIC. Les Bleus sont repartis de Vancouver avec une fiche de deux défaites en autant de sorties suite à un revers de 1-0, 6-5 aux tirs de barrage face aux Huskies de Saint Mary's, du côté consolation du tableau.

Les Carabins s'étaient tout d'abord inclinés 2-0 face à l'équipe hôte, l'Université de la Colombie-Britannique (UBC), lors du premier match crucial. Deux fois médaillés de bronze (2006, 2003), les hommes de Pat Raimondo n'ont pu répéter l'exploit, eux qui participaient au tournoi national pour une cinquième année de suite en autant de fois dans leur histoire. *« Nous avons eu quelques occasions sans toutefois parvenir à s'inscrire au pointage »*, a affirmé l'entraîneur-chef, Pat Raimondo.

Le onze montréalais n'a pas à rougir puisque ce sont ces mêmes Thunderbirds de UBC, qui ont ajouté à leur nombre record de titres du soccer masculin de SIC, en remportant un 11e trophée commémoratif Sam Davidson. Cette victoire de 2 à 1 s'est faite aux dépens du Rouge et Or de l'Université Laval, qui participait à une première finale nationale.

Après un repos bien mérité, les deux équipes des Carabins se remettront à l'entraînement dans le but de préparer la saison de soccer intérieur. Dès janvier, les filles défendront leur titre de championnes provinciales, alors que les gars tenteront de faire mieux que leur performance de l'année dernière.

Natation

SORTIR LA TÊTE DE L'EAU

Cette saison, les Bleus ont perdu leurs deux têtes d'affiche : Audrey Lacroix, pour se concentrer sur les J.O. de Pékin et Michel Boulianne, en raison du règlement de sport-étude qui interdit de pratiquer un sport universitaire plus de cinq ans. Ces défections font mal à l'équipe qui craint de perdre des points et par ricochets, des spectateurs.

Gabrielle CHARBONNEAU

Lors de la première compétition de la saison – le 13 octobre à McGill, les Carabins n'avaient pas spécialement brillé. Élizabeth Limoge-Bourgault, nouvelle recrue, croit que les Bleus ont été victimes du stress : *« L'équipe était nerveuse, ce qui a causé une drôle d'atmosphère. »*

Les observateurs s'attendaient donc à une bonne réplique pour la compétition suivante, qui se tenait au centre sportif de l'UdeM, le 10 novembre dernier. *« Nous allons être à la maison et les nages sélectionnées sont plus avantageuses pour nous »*, prévenait l'étudiante en communication avant la rencontre. Pour la compétition de McGill, on s'attendait à une bonne performance des hommes. La surprise est toutefois venue des femmes qui ont récolté 96,5 points.

Pour cette deuxième compétition universitaire de la saison, les Carabins ont nagé devant des gradins presque vides. Parmi les performances à retenir, il y a le 200 mètres dames qui a été remporté par Chrystèle Roy-L'Écuyer. L'étudiante en littérature de langue française a conclu l'épreuve deux millièmes de seconde devant une nageuse de McGill. Les femmes ont également marqué la compétition par un triplé au 200 mètres dos. Marilou Lépine a pris la première place, suivie de Chrystèle Roy-L'Écuyer et de Rachelle Chartier. Héloïse Lacroix a remporté l'or au 100 mètres brasse. Les nageuses des Carabins ont aussi remporté la deuxième place au relais 4X100 mètres. Ces performances ont donné 119 points aux dames, 9 points derrière l'Université Laval.

Du côté des hommes, Thibault Finet a remporté la première place au 100 mètres papillon, tandis que son coéquipier, Karl St-Omers, se classe troisième. Alexandre Désilets et Mikael Benoît ont respectivement remporté les deuxième et troisième places du 200 mètres dos. Les relais ont été fructueux pour les hommes. Ils ont obtenu les deuxième et troisième positions au 4X100 mètres 4 nages et la deuxième position au 4X100 mètre nage libre. Les hommes ont récolté 145 points, 11 points derrière l'équipe de Québec.

Après cette deuxième compétition, les Bleus restent en deuxième place du classement universitaire, avec un retard de 20 points. Ils tenteront de combler ce retour au cours de la prochaine compétition, qui se tiendra le 12 janvier à l'Université de Sherbrooke.

Principes de notation

En natation, les points sont comptabilisés selon le rang, le nombre de couloirs de la piscine et le temps. En général, la première place vaut 9 points, la deuxième 8, etc. Pour marquer des points, le nageur doit avoir un temps inférieur au standard universitaire. Le standard est un temps prédéterminé par la Fédération de natation. Par exemple, un nageur qui termine au cinquième rang et qui a un temps supérieur au standard ne marquera pas de point, mais un nageur qui se situe au huitième rang et qui a le standard marquera des points. Cela explique pourquoi les femmes ont plus de nageuses dans les trois premières places. Cependant, elles marquent moins de points.

Une nageuse en or

Audrey Lacroix, ancienne nageuse des Carabins, a obtenu la médaille d'or au 200 mètres papillon aux derniers championnats mondiaux, à Stockholm. La nageuse a fait un temps de 2 min 04,53 secondes, le record du monde étant de 2 min 04,04. Lacroix est donc à moins d'une demi-seconde du record mondial.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 11

Frontière Canada – États-Unis

LA « PASSOIRE » SE RENFORCE

La sécurité à la frontière canado-américaine s'accroît, mois après mois, depuis les attentats du 11 septembre 2001. Des hommes politiques américains de toutes allégeances se plaignent de la porosité de la frontière canadienne qui en ferait une porte d'entrée pour lesterroristes, mais aussi pour les immigrants illégaux et les trafiquants de drogue.

Thomas GERBET

Dimanche 11 novembre 2007 : un feu fait rage dans une auberge de Rouses Point, village frontalier américain, au nord de l'État de New York. Appelé en renfort, un camion de pompiers de Lacolle, ville frontalière du sud de la Montérégie, se présente gyrophares allumés, au poste frontière. Les hommes du feu devront attendre de longues minutes avant que le douanier daigne les laisser passer. L'auberge sera réduite en cendres.

Chaque jour, ce sont près de 300 000 personnes, 4 000 camions et 1,5 milliard de dollars qui transitent par la frontière séparant le Canada de son voisin du sud. *« Un trafic difficile à réguler »*, explique Jan C. Ting, membre de l'Institut de recherche sur la politique étrangère de l'Université Temple à Philadelphie et collaborateur aux Services américains de citoyenneté et d'immigration. Pour lui, *« les frontières nationales américaines demeurent ouvertes et incontrôlées »*. L'homme, qui a été candidat républicain aux élections sénatoriales de 2006, dresse un sombre tableau : *« Chaque nuit, des milliers d'étrangers entrent secrètement aux États-Unis et nous n'avons aucune idée de qui ils sont. »*

UNE FRONTIÈRE DIFFICILE À SURVEILLER

La ligne de 6000 kilomètres séparant les deux pays d'est en ouest est difficile à surveiller car un quart de sa longueur se trouve emboisée. Mais *« les principaux problèmes se posent dans les agglomérations »*, explique Elaine Lavergne, porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui soutient les douaniers dans leur travail. À Stanstead, par exemple, ville des Cantons de l'Est, collée à la frontière du Vermont, trois rues non gardées reliant la ville américaine voisine de Derby-Line sont empruntées quotidiennement par les habitants. *« Comment voulez-vous déterminer qui est légal de qui ne l'est pas dans cette situation ? »*, s'interroge Mme Lavergne. Certaines maisons sont même construites à cheval sur la frontière.

« Jusqu'à récemment, on décrivait souvent la frontière canado-américaine comme la plus longue frontière non défendue au monde. Depuis le 11 septembre, il est devenu de plus en plus clair que les contrôles de sécurité sont une réalité inévitable de la vie en Amérique du Nord », pouvait-on lire, en septembre 2005, dans un rapport de la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'UdeM, relatif aux mesures de sécurité à la frontière américaine.

MULTIPLICATION DES MOYENS DE SÉCURITÉ

Le département d'État de la Sécurité intérieure s'est réorganisé ces dernières années pour contribuer à *« une croissance significative de la sécurité aux frontières »*, selon son porte-parole, Mike Milne, joint par téléphone. En plus d'avoir fait doubler le nombre de douaniers et de patrouilles frontalières, le passeport sera exigé pour tous les voyageurs à partir de janvier 2008. De plus, une *Initiative de sécurisation des frontières* a été votée à Washington en novembre 2005 dans le but de créer de véritables frontières à la fine pointe de la technologie au nord et au sud des États-Unis. Listés par M. Milne, les moyens mis en place par Boeing – qui a remporté l'appel d'offres de 2,5 milliards de dollars – relèguent James Bond au rang de *has been* : caméras thermiques, capteurs biométriques, détecteurs de radiations, radars d'activité sous-terraine et même avions sans pilote.

Il n'a pour l'instant pas été prouvé que la *« passoire »* canadienne, décrite par Hillary Clinton au lendemain du 11 septembre 2001, ait laissé passer l'un des auteurs des attaques terroristes.

Frontière Canada – États-Unis

DÉSUNION AMÉRICAINE

L'édification d'une barrière physique à la frontière mexicaine ainsi que certains discours et décisions de politique américaine entretiennent le doute : et si un mur était construit le long de la frontière avec le Canada ?

Thomas GERBET

« Le secrétaire d'État à la Sécurité intérieure devra conduire une étude sur la faisabilité d'infrastructures de sécurité le long de la frontière nord des États-Unis », peut-on lire dans le texte du *Secure fence act* (« Loi sur la barrière de sécurité »), voté par les membres républicains et une partie des démocrates du Congrès américain en décembre 2005 et ratifié par George W. Bush en octobre 2006. Destinée principalement à contrer l'immigration illégale, en provenance - à 95% - du Mexique, cette loi n'épargne pourtant pas le Canada. Un rapport sera remis au Congrès et au président au plus tard en juin 2008.

Pour Jan C. Ting, ancien candidat républicain aux élections sénatoriales de 2006 et spécialiste des questions d'immigration et de sécurité intérieure américaine, *« la barrière est l'élément essentiel de tout projet de limitation de l'immigration illégale. La frontière sud est notre priorité (…) mais nous avons déjà eu au moins un terroriste en provenance du Canada* [le Montréalais Ahmed Ressam, qui préparait un attentat à Los Angeles en 1999] *donc nous devons aussi modifier la sécurité de celle du nord. »*

PLUS DE DOUANIERS OU PLUS DE BARRIÈRES ?

La ville québécoise de Stanstead, à la frontière de l'État du Vermont, pourrait être la première touchée par l'édification de barrières sur trois de ses rues, où la ligne de souveraineté entre les deux pays est quotidiennement violée (voir article précédent). Des assemblées publiques ont déjà eu lieu dans les villes frontalières pour envisager toutes les alternatives. France Bonsant, la députée bloquiste de Compton-Stanstead, se dit *« inquiète »* que des barrières soient érigées dans sa circonscription : *« Ce serait idiot, surtout à l'heure où les frontières tombent en Europe. »* Elle explique être pour la libre circulation des personnes et des biens, et propose de lutter contre les trafics grâce à *« plus de moyens humains »*, douaniers comme agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Jan C. Ting voit les choses d'une tout autre manière. Pour lui, *« les ressources humaines à la frontière reviennent plus cher que la construction d'un mur. »* Il ajoute que si *« le retour sur investissement »* des barrières à la frontière mexicaine est bon, il sera peut-être intéressant de le faire au nord. M. Ting est sûr que *« les Américains vont soutenir le projet, la plupart veulent que leur gouvernement sécurise les frontières. »* Aujourd'hui, il y a 0,1 douanier au kilomètre pour sécuriser la frontière entre le Canada et les États-Unis, contre 3,2 à la frontière avec le Mexique. La nuit, la plupart des postes de passage sont fermés.

« DE LA SCIENCE FICTION »

Elaine Lavergne, porte-parole de la GRC, imagine plutôt mal une ligne fortifiée entre les deux pays : *« Barricader 8000 kilomètres, avec les lacs et les montagnes, ce serait impossible »*. Quant à Michel Fortmann, directeur du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) de l'UdeM, il est pris d'un fou rire à la simple évocation du mur. *« C'est de la science fiction, c'est irréalisable. »*

Des représentants républicains comme Tom Tancredo, interrogé par la chaîne CBC en avril 2006, continuent pourtant d'afficher leurs objectifs. M. Tancredo a même un modèle en tête : *« un mur de 15 pieds de haut avec du grillage. Il y aurait une route et ensuite une autre barrière. »* Lors de l'entrevue, il se montre soucieux de ne pas paraître anti-mexicain, c'est pourquoi il appelle à *« construire une barrière des deux côtés »*. Pour lui, le principe est simple : *« les bonnes barrières font les bons voisins »*.

Quelques chiffres :

8 891 km : la longueur de la frontière
- dont 3830 km de frontière aquatique
- dont 2172 km de frontière boisée

6 mètres : la largeur de la percée qui doit être dégagée le long de la frontière terrestre

1874 : année d'établissement de la définition de la frontière

200 millions : le nombre de personnes qui franchissent la frontière chaque année

Source : Commission de la frontière internationale

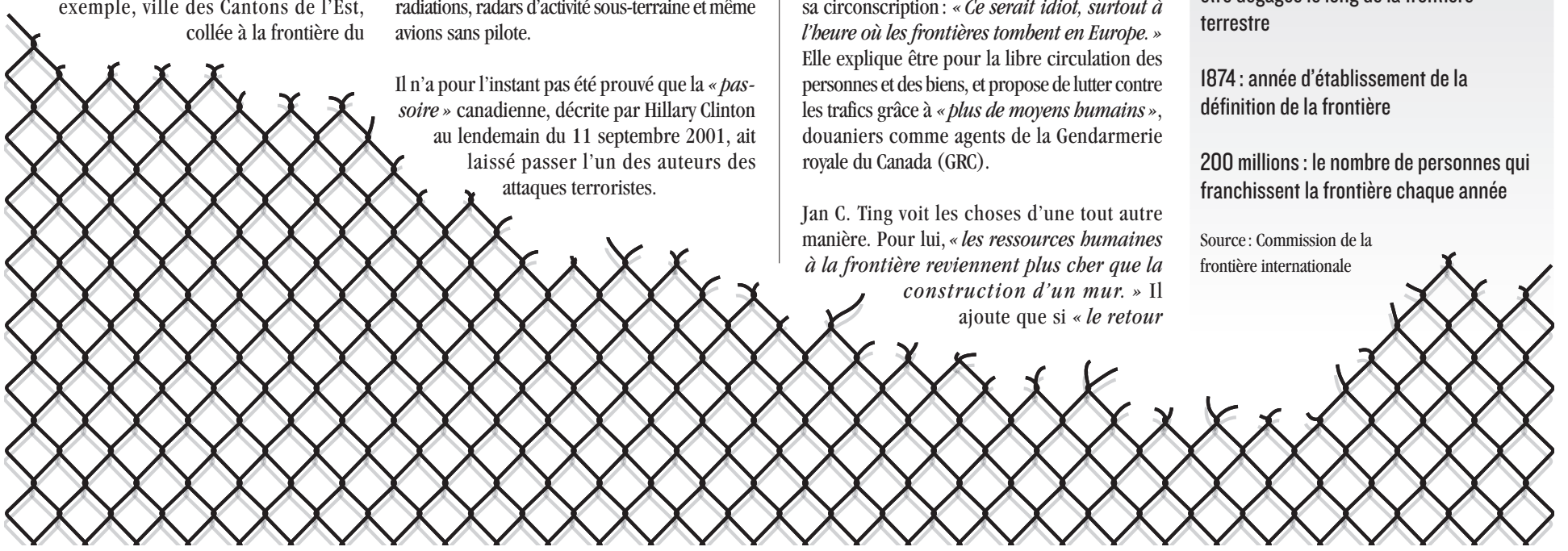


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 12

ENTONNOIR COMMERCIAL

Accord de libre-échange et renforcement de la sécurité aux frontières ne font pas bon ménage. Avec 70 % des importations canadiennes en direction du voisin américain, la fluidité du passage aux douanes a une importance capitale. Le renforcement de la sécurité est donc problématique.

Thomas GERBET

Revoir et réduire les mesures de sécurité excessives mises en place à la frontière entre le Canada et les États-Unis ou courir le risque de voir cette dernière *« transformée en stationnement »*, voici le message passé mercredi dernier par Michael Wilson, l'ambassadeur du Canada à Washington, en direction du service américain des douanes et de la protection des frontières. Ces propos font écho à ceux de Stephen Harper, tenus en septembre 2006, qui pourfendaient des mesures de sécurité aux frontières *« piètrement réfléchies et piètrement appliquées »*. Autant de déclarations qui mettent en exergue la dépendance de l'économie canadienne vis-à-vis de la sécurité des douanes américaine.

FREIN À L'EXPORTATION

Chaque camion qui traverse la frontière depuis le Québec perd en moyenne 30 minutes à cause des contrôles de sécurité. Avec un million et demi de camions transitant chaque année, cela représente une perte de 70 millions de dollars canadiens, selon un rapport rendu public en 2005 par la Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA) de l'UdeM. On y apprend aussi que *« la simple perception selon laquelle les mesures de sécurité à la frontière sont un obstacle à la libre circulation du commerce entraîne des pertes non quantifiables sous forme d'exportations non réalisées ou d'investissements faits aux États-Unis plutôt qu'au Québec »*.

Conscients du renforcement de la sécurité depuis les attentats du 11 septembre 2001, les élus des zones frontalières tentent de défendre tant bien que mal leurs exportateurs : *« On veut que les postes frontaliers soient ouverts 24 heures sur 24, les manufactures ont besoin de passer la frontière »*, clame France Bonsant, députée du Bloc québécois de la circonscription frontalière de Compton-Stanstead. La députée se dit partisane de la libre circulation des biens et des personnes, ce que ne permet pas totalement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entré en vigueur en 1994.

IMPACTS SUR LES VOYAGEURS

Il n'y a pas que le transfert des biens qui subit le contrecoup du renforcement de la sécurité aux douanes. Le marché touristique commence à l'être lui aussi et cela devrait s'accentuer à partir du 1er janvier 2008. Tous les voyageurs désirant franchir la frontière devront présenter un passeport, ce que ne détenait qu'un tiers des canadiens en 2006 et un quart des américains. Dans ces conditions, plusieurs millions de visiteurs américains vont rester chez eux, ce qui entraînera une perte de près de 2 milliards de dollars à la seule province de l'Ontario, selon les estimations de la Commission canadienne du tourisme.

Pour ne pas achalander les postes de douane, un système de traitement accéléré des voyageurs, du nom de NEXUS, a été créé, fin 2001, dans le cadre de la déclaration binationale sur *« la frontière intelligente »*. Il permet aux participants de passer plus rapidement la frontière en empruntant des voies réservées. S'il s'étend petit à petit à tous les postes frontaliers, il n'en reste pas moins extrêmement exigeant puisque les individus désireux de l'utiliser doivent fournir des données biométriques aux autorités.

Pour Anne McLellan, ancienne vice-première ministre de Paul Martin et aujourd'hui professeur de politique américaine à l'Université de l'Alberta, les deux pays devraient plutôt s'attarder à identifier les principaux risques et se concentrer dessus pour accroître l'efficacité aux douanes : *« Washington voit tout sous le prisme de la sécurité. Au lieu d'arrêter n'importe quel véhicule, comme ce camion de pompier en intervention la semaine dernière, ils devraient se concentrer sur quelques personnes dangereuses. »*

MÉCONTENTEMENT AUSSI DU CÔTÉ AMÉRICAIN

Le renforcement de la sécurité touche également la population et le monde des affaires américains. *« Nous sommes très inquiets »*, déclare Jennifer Morris, directrice adjointe du Conseil des affaires canado-américaines, situé à Washington. Si le renforcement de la sécurité ne doit pas être remis en cause, selon elle, il faut tout de même *« trouver un équilibre pour ne pas mettre en péril la fluidité du commerce »*. *« Chaque minute passée à attendre à la douane a un impact économique »*, ajoute-t-elle.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 13

MURS DU MONDE

« Allons, faisons la paix, veux-tu, séparons-nous », écrivait l'auteur français de théâtre Sacha Guitry, au début du xxe siècle. Destinée à une femme, cette phrase pourrait caractériser la récente floraison de murs de séparation à travers le monde. Alors que les barrières tombent en Europe, d'autres États, plus nationalistes, ou simplement moins prospères, en élèvent et en renforcent. Au sein même de villes ou de pays, des populations en érigent aussi pour se couper de l'autre. Petit tour du monde non exhaustif des murs de démarcation.

Thomas GERBET
chef de pupitre société-monde

PHOTO : COURTOISIE NICOLAS CHAUDEY

Zone tampon séparant la Corée du Nord de celle du Sud depuis la fin de la Guerre de Corée, en 1953. Contrairement à son nom de *« Zone coréenne démilitarisée »*, elle est très militarisée, puisqu'il s'agit d'une des principales concentrations d'armes au monde. Elle longe le 38ème parallèle sur 248 km de long et 4 km de long.

PHOTO : COURTOISIE JEAN-PAUL MARI

Mur séparant San Diego aux États-Unis de Tijuana au Mexique. Décidée en octobre 2006 par Washington, la barrière doit s'étendre sur un tiers de la frontière commune aux deux pays, soit 1200 km, et être achevée fin 2008. L'objectif principal est la lutte contre l'immigration illégale, mais aussi contre le trafic de drogue.

PHOTO : COURTOISIE MARION SALY

L'un des murs séparant les quartiers catholiques et protestants de Belfast, en Irlande du Nord. Ils ont été édifiés en 1969 par l'armée britannique, au plus fort du conflit entre les deux communautés, et baptisés *« Peace lines »*. Les passages d'un quartier à l'autre étaient encore gardés, il y quelques années, par des militaires armés.

PHOTO : COURTOISIE STOPTHEWALL.ORG

Nommée *« clôture de sécurité »*, la séparation de la Cisjordanie (palestinienne) du territoire israélien prend plutôt la forme d'un gigantesque mur de béton de sept mètres. Construit par les Israëliens à partir de 2002, il a officiellement pour but de freiner le terrorisme. Pour certains Palestiniens, il s'agit d'annexer des territoires palestiniens en empiétant sur la *« Ligne verte »* de séparation.

PHOTO : COURTOISIE MIGREUROP.ORG

Barrière séparant l'enclave espagnole de Melilla du reste du territoire marocain, depuis l'indépendance de l'État africain en 1956. La frontière est formée de deux barrières grillagées de 6 mètres de haut surveillées par des miradors. L'objectif est d'empêcher le passage de clandestins espérant atteindre cet « îlot » de l'Union européenne en Afrique.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 14

La détention d'immigrants contestée

MANIFESTATION « SANS FRONTIÈRES »

En 2005-2006, l'Agence des services frontaliers du Canada a détenu 11 633 immigrants. Ces détentions sont qualifiées d'injustes et d'arbitraires par des militants qui ont manifesté le samedi 10 novembre devant le Centre de prévention de l'immigration de Laval. Ils étaient là pour dénoncer les pratiques du Centre, mais aussi pour véhiculer une autre façon de concevoir l'immigration.

Reportage d'André MARTINEAU

Faisant face au bâtiment, une soixantaine de manifestants sont rassemblés derrière un ruban de sécurité jaune, coincés sur la bande de gazon qui sépare le stationnement de la route. Surveillés de loin par une poignée de policiers, les manifestants tentent de faire parvenir leur message à l'intérieur du centre avec d'énormes haut-parleurs. En vain ? Pas vraiment. Quelques minutes plus tard, le cellulaire des organisateurs sonne. Ce sont des détenus qui appellent pour s'exprimer sur ce qui se passe à l'intérieur.

Poya Saffari, du réseau Solidarité sans frontières, fait partie des manifestants. Le jeune homme, qui se garde au chaud sous son capuchon, affirme que les immigrants détenus le sont souvent pour des raisons arbitraires : *« On retrouve des femmes, des hommes et des enfants qui y restent* [détenus] *pour des semaines et des mois simplement parce qu'ils ont voulu venir ici pour mieux vivre. »* Le centre de détention pour immigrants, seul du genre au Québec, peut accueillir jusqu'à 120 personnes, tous immigrants sans statut ou en démarches de régularisation. Au moment de la manifestation, une quarantaine de personnes étaient à l'intérieur.

D'origine iranienne, Saied Rivan est lui aussi présent. L'homme de 42 ans a séjourné au centre de détention durant quatre mois et demi en 2006, un séjour dont il garde un souvenir amer : *« On est placé dans de grands dortoirs, parfois à 10 ou 15*, raconte-t-il. *La discipline est assez difficile. On peut être placé en cellule d'isolement pendant trois, quatre ou cinq jours pour avoir mis les pieds sur la table en regardant le téléviseur. »*

DÉTENTIONS « PRÉVENTIVES »

Selon Érik Paradis, porte-parole de l'Agence des services frontaliers du Canada, les immigrants détenus au Centre de Laval sont soit des personnes dont l'identité est mise en cause, soit des personnes potentiellement dangereuses pour la population ou encore qui veulent fuir le pays illégalement.

Pour M. Paradis, il n'est pas question de détention arbitraire. *« Chaque détention doit être justifiée devant un juge de l'immigration dès les 48 premières heures. La justification doit être refaite après une semaine et, par la suite, tous les 30 jours. »* Si la plupart des détentions durent au plus quelques semaines, il arrive qu'elles s'étirent sur plusieurs mois. Le Centre retient également les immigrants en attente de leur déportation. C'est là que l'imam Saïd Jaziri a été confiné avant son retour en Tunisie le 22 octobre dernier.

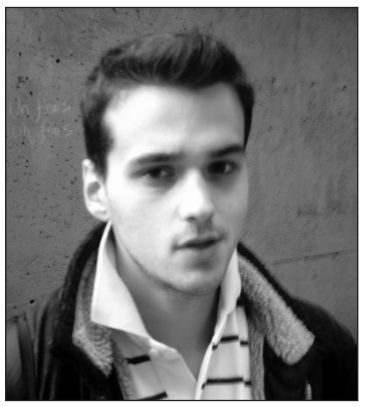
POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES

Le militant et réfugié mexicain Oscar Carrillo, présent à la manifestation, ne croit pas au rôle préventif du Centre : *« Au Canada, il y a tant de demande pour immigrer que plusieurs choisissent de travailler sans papiers. Ils contribuent à l'économie canadienne, mais on va quand même les enfermer. C'est une injustice. »* Une opinion partagée par de nombreux militants présents. Une des idées véhiculées était l'abolition des frontières qui entravent la circulation des personnes les moins fortunées. *« Un monde juste, c'est un monde où les gens peuvent fuir les oppressions de toutes sortes sans se faire persécuter à leur arrivée dans le pays d'accueil »*, conclut M. Saffari, le militant de Solidarité sans frontières.

Vox Pop

propos recueillis par Thomas Gerbet

Les militants de Solidarité sans frontières prônent un monde où les frontières seraient abolies. Soutenez-vous cette idée ?



« Oui. J'ai un ami roumain qui avait de mauvaises conditions de travail dans son pays. Il est venu ici car on a besoin d'immigrants. On est chanceux de vivre dans un pays prospère. »

Alexandre
étudiant au bac en relations industrielles

« Oui et non. Cela aurait du bon de mettre fin aux nationalismes, mais l'abolition des frontières serait impossible à gérer du point de vue des échanges de biens et des flux de population. »

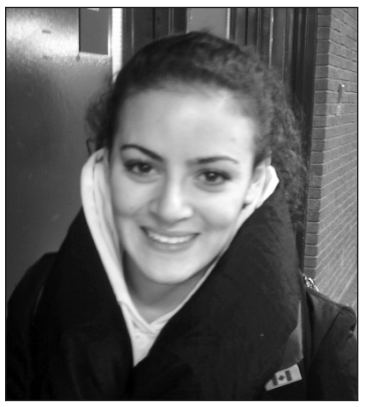
Mylène
étudiante à la maîtrise en géographie

« Non, c'est utopique et impossible. Il y aurait les mêmes problèmes à plus grande échelle, donc plus difficiles à contrôler. Les frontières resteraient, même invisibles. »

Julie
étudiante à l'École d'architecture

« Non, ça ne peut pas fonctionner. Il y a trop de différences de valeurs et de systèmes. Il faut un minimum d'harmonie avant de s'unifier. »

Gaël
étudiant au bac en science politique



« Non, cela entraînerait des problèmes démographiques et politiques. Des conflits éclateraient, par exemple pour le partage des ressources naturelles. »

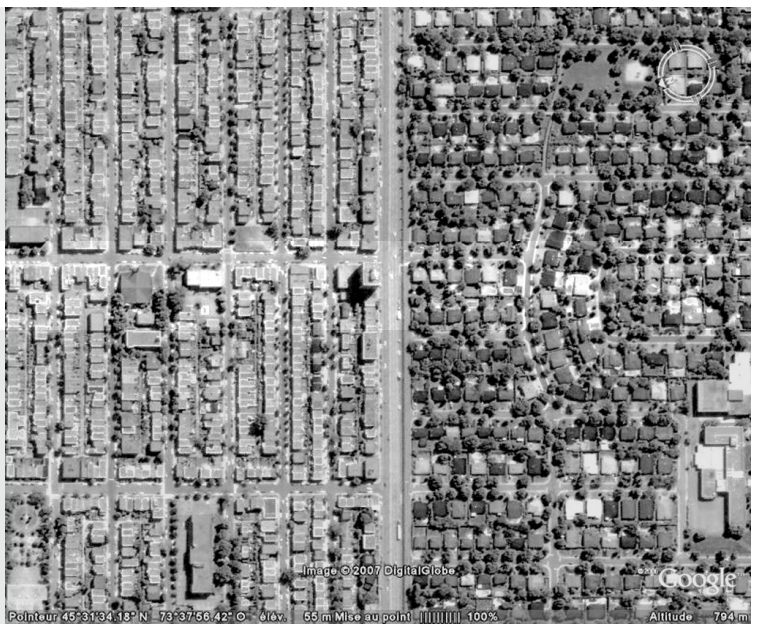
Yara
étudiante au bac de droit

Une barrière sépare ces deux quartiers d'une grande métropole occidentale.

Dans quel pays se situe-t-elle ?

Envoyez vos réponses à : societemonde@quartierlibre.ca

Le premier à répondre correctement aura un cadeau-surprise.



Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Envoyez à : info@quartierlibre.ca

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 15

Hausse du cours du cuivre

« L'OR ROUGE »

Le cours du cuivre flambe sur les marchés boursiers, à l'image du pétrole. Son prix à la tonne est passé de 3000 dollars américains, en 2005, à 8000 dollars, aujourd'hui. Cette hausse suscite de nouveaux défis pour les industriels, les négociateurs boursiers et même les policiers.

Laure MARTIN

Le 7 novembre, la Sûreté du Québec a arrêté 48 personnes impliquées dans des vols de cuivre sur les installations d'Hydro-Québec. Le 14 novembre, c'est à Marseille, dans le sud de la France, que 13 voleurs ont été appréhendés alors qu'ils tentaient de décrocher des câbles de cuivre appartenant à France Télécom. La hausse du prix du cuivre à la revente n'est évidemment pas étrangère à la multiplication des malversations liées à ce métal.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la hausse du prix du cuivre, notamment une insuffisance de l'extraction par rapport à la demande, comme l'explique Olivier Tissot, directeur du Centre d'information du cuivre de Paris. Parallèlement à cette situation, les spéculateurs se sont emparés du marché des matières premières. *« Ils le revendent ensuite à prix fort aux entrepreneurs »*, remarque-t-il.

Cette hausse de prix profite aux grands exploitants comme le Chili, premier producteur mondial. Sa plus grande mine de cuivre est celle d'Escondida, au nord du pays, qui fournit à elle seule 8,5 % de l'offre mondiale. Le secteur minier représente 10 % du PIB chilien et le pays tire des bénéfices importants de cette envolée des prix, qui profite aux uns mais cause des problèmes aux autres. Ainsi, dans les pays occidentaux, mais aussi en Chine, le vol du cuivre se multiplie. Les voleurs prennent le cuivre sur les chantiers de construction ou dérobent des statuettes dans les églises. *« Ils profitent du fait que le cuivre est un métal recyclable pour le voler, le faire fondre et le revendre »*, explique M. Tissot.

L'INDE ET LA CHINE AU CŒUR DU BOOM DU CUIVRE

L'Inde et la Chine sont les deux pays où la consommation de cuivre a le plus augmenté depuis trois ans, en raison de leur importante croissance industrielle. La croissance moyenne de la consommation chinoise du métal est de 8,5% par an, contre 2,5% pour la moyenne mondiale. Il est utilisé pour la conduction électrique et thermique, mais on le trouve également dans les canalisations, les téléphones, les ordinateurs ou les réfrigérateurs. *« Cette croissance est trop rapide pour les exploitants miniers »*, souligne Josée Duchesne, professeure au Département de géologie et spécialiste en minéralogie à l'Université Laval.

Selon BHP Bilton, la plus grande compagnie minière du monde, si les prévisions de croissance actuelles de la Chine et de l'Inde se concrétisent, il faudra extraire plus de cuivre au cours des 20 prochaines années qu'au cours de toute l'Histoire. *« La situation est paradoxale, car le cuivre devient un matériau rare, difficile à extraire, alors que les réserves sont abondantes »*, constate M. Tissot. Aujourd'hui, les experts estiment que 17 millions de tonnes de cuivre neuf sont produites chaque année. Contrairement au pétrole, l'épuisement des réserves n'est pas envisageable pour le moment, *« même à long terme »*, selon Josée Duchesne. Il existe encore 3 milliards de tonnes de réserves dans le monde, sans tenir compte du cuivre recyclé et des nouveaux gisements qui restent à découvrir.

Le gouvernement chinois envisage d'ailleurs de développer l'exploitation de gisements, ce qui pourrait réduire les prix, affirme Michel Jébrak, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère à l'UQAM. La Chine et l'Inde, ayant développé une industrie basée sur ce métal, ne semblent pas prêtes à le remplacer du jour au lendemain.

APPARTEMENTS / LOCATION

VADLAVAN INC. GESTION IMMOBILIÈRE
APPARTEMENTS À LOUER

VADLAVAN Inc., entreprise de gestion d'immeubles, offre le plus grand choix d'appartements dans le secteur situé entre l'artère commerciale Côte-des-Neiges (métro C-d.-N) et le Pavillon principal de l'Université (Métro UdM)
Près de 400 appartements à prix raisonnable (dans de petits immeubles résidentiels).
Tous sont en condition impeccable.
Nous proposons des appartements de toutes les tailles:
(1 ½ , 2 ½, 3 ½, 4 ½ , 5 ½,) non meublés ou meublés et équipés à la carte: nous offrons des baux de courtes durée ou de longue durée et nous avons aussi des appartements de luxe au ROCKLEDGE.

3505, boul. Edouard Montpetit, bureau 1, Montréal (Québec) H3T 1K6
(composez 5000 sur le clavier numérique dans le hall d'entrée)
Téléphone : 514-736-0554 • Télécopie : 514-736-1474
www.total/net~rockledge courriel : rockledg@total.net

Lutte contre le réchauffement climatique

UN PARASOL POUR REFROIDIR LA TERRE

Et si la solution contre le réchauffement climatique était la production ? Ou plutôt, la création. Plusieurs scientifiques rivalisent de propositions pour lutter contre un des facteurs du réchauffement : les rayons solaires. Bienvenue dans la géoingénierie.

Valérie SIMARD

L'idée peut sembler farfelue. Il s'agit d'installer un miroir géant de 2 000 kilomètres de diamètre dans l'espace, au point de Lagrange, là où les forces gravitationnelles de la Terre et du Soleil s'annulent. Proposé par le physicien américain, Lowell Wood, le système permettrait de détourner 2 % du flux solaire. *« Cette idée est basée sur l'augmentation de l'albédo, soit la partie des rayons solaires qui est reflétée vers l'espace, en dehors de l'atmosphère*, explique Michel Bourqui, professeur aux départements de chimie et des sciences atmosphériques et océaniques de l'Université McGill. *Il y a des processus naturels qui ont cet effet. Les déserts, par exemple, ont un effet de miroir, la glace aussi. »*

En 2002, des chercheurs nord-américains – dont deux rattachés à l'Université McGill – ont abordé cette idée de miroir géant dans un article publié dans la revue *Science*. Sceptiques et prudents quant aux idées avancées par les tenants de la géoingénierie, ils recommandaient néanmoins la poursuite de ces recherches, au cas où le réchauffement du climat serait plus important que prévu, ou que d'autres mesures échoueraient.

« Je ne pense pas que la géoingénierie soit une bonne approche, affirme l'ingénieur à la retraite H. Douglas Lightfoot, cosignataire de l'article et membre du Centre de recherche sur le climat et les changements à l'échelle du globe de l'Université McGill. Est-ce que l'idée d'installer un miroir géant est folle ? *« C'est techniquement possible, mais très dispendieux. Envoyer du matériel dans l'espace coûte environ 3 000 $ par kilogramme. Et comment allons-nous retirer le miroir s'il n'est plus nécessaire ? »*, répond-il.

DU SOUFRE DANS LA STRATOSPHÈRE

Le prix Nobel de chimie 1995, Paul Crutzen, avance l'idée de larguer des particules de soufre ou de sulfure d'hydrogène dans la stratosphère. Une fois brûlées, elles seraient transformées en particules de sulfate, lesquelles réfléchissent les rayons du soleil. C'est le phénomène qu'on observe lors des éruptions volcaniques. *« En 1991, après l'éruption du volcan Pinatubo aux Philippines, l'atmosphère s'est refroidie pendant quatre ans*, raconte Michel Bourqui. *Le problème, c'est que ça prendrait une quantité gigantesque d'aérosol pour reproduire cet effet. Et après trois ou quatre ans, les particules redescendraient dans l'atmosphère et l'effet serait annulé. Il faudrait donc en injecter de manière continue. »*

Selon Michel Bourqui, lancer de telles particules dans la stratosphère pourrait avoir des conséquences environnementales. *« On ne connaît pas l'effet qu'auraient les aérosols quand ils descendraient dans la plus basse couche de l'atmosphère. »* Le professeur de McGill estime même que ces particules pourraient affecter les nuages. *« Aussi, quand le soufre est dissout dans l'eau, en se mélangeant avec les nuages, il devient de l'acide sulfurique. Ça créerait des pluies acides »*, explique-t-il.

Ken Caldeira reconnaît l'existence de ces dangers, mais pour lui, *« la question est de savoir si ce sera pire ou mieux que l'augmentation du CO_2, sans la géoingénierie. La réduction des émissions de CO_2 est la clé, mais nous devons penser à ce que nous ferons si les réductions d'émissions ne viennent pas assez vite ou ne sont pas assez considérables. »* Encore faut-il que le réchauffement climatique soit causé par la hausse des gaz à effet de serre, remarque H. Douglas Lightfoot.

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Écrivez à : info@quartierlibre.ca

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE

Cours et emplois
(*1981)
rabais Internet
www.ecoledesmaitres.com
514-849-2828
1-800-561-1781

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 16

Abolition du Sénat

DÉBATS SANGLANTS SUR LA «CHAMBRE ROUGE»

Le gouvernement conservateur a proposé une réforme du Sénat, jugeant que sa forme actuelle n'était pas démocratique. Si cette réforme ne s'avère pas possible, le premier ministre Stephen Harper préfère abolir la Chambre haute. Quelles seraient les conséquences positives et négatives de la disparition du Sénat ? *Quartier Libre* a interrogé les principaux intéressés.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR

Le droit constitutionnel canadien ne permet pas au gouvernement de modifier le Sénat à sa guise. Il faudrait à Stephen Harper l'appui d'au moins sept provinces, équivalent à la moitié de la population canadienne, en plus de l'accord du Sénat lui-même. La Loi constitutionnelle de 1982 indique que toute modification de la Constitution du Canada portant sur les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des 105 sénateurs ne peut se faire que *« par proclamation du Gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois* [...] *par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes »*.

LES PARTIS S'ENTENDENT

Majoritairement libéraux, les sénateurs ont récemment rejeté deux projets de lois les concernant. Le premier visait à modifier leur mode de désignation. Au lieu d'être choisis par le premier ministre puis nommés par le Gouverneur général, le texte proposait une consultation des électeurs. Le second texte offrait de limiter à 8 ans le mandat des sénateurs au lieu de 45 ans aujourd'hui – ou jusqu'à l'âge de la retraite fixé à 75 ans. *« Nous avons la volonté de réformer, mais nous ne sommes pas d'accord avec la manière dont ces réformes nous sont proposées »*, explique Marc Roy, directeur des communications de la leader de l'opposition au Sénat, Céline Hervieux-Payette.

PHOTO : THOMAS GERBET

La Chambre haute du Parlement d'Ottawa.

Ces réformes sont encouragées depuis longtemps par le Nouveau parti démocratique (NPD), qui s'est toujours dit favorable à l'abolition du Sénat. Jack Layton, chef du NPD, considère que la Chambre haute est *« une institution désuète, qui n'a pas sa place dans une démocratie moderne »*, rapporte *Le Devoir* du 5 novembre 2007. Ce mois-ci, Jack Layton a proposé la tenue d'un référendum sur l'abolition de la « Chambre rouge » en même temps que les élections générales d'octobre 2009. En plus du NPD, le Bloc québécois et quatre provinces – Colombie-Britannique, Ontario, Manitoba et Saskatchewan – encouragent également l'abolition.

DIVERGENCES D'OPINION

Le député du NPD d'Outremont, Thomas Mulcair, précise à *Quartier Libre* la position de son parti : *« Le NPD s'oppose au Sénat depuis 1932. C'est la chambre des élites, elle joue un rôle qui est tout sauf démocratique. »* Selon lui, il n'y aurait aucun danger à l'abolir, le système politique en serait inchangé. *« Il suffit de regarder les 10 dernières années et on constate que le Sénat n'a jamais rien changé aux grands enjeux de la société »*, continue-t-il. Marc Roy pense tout autrement : *« Le but du Sénat est d'être un organe représentatif indépendant de la Chambre des communes. Les décisions qui y sont prises le sont pour le bien être du pays. »*

La question d'une réforme du Sénat ne date pas d'hier. L'Ouest canadien souhaite depuis longtemps une discussion à ce sujet, notamment depuis la revendication en 1980 du Sénat « triple E » : élu, égal, efficace. *« C'est une revendication traditionnelle de l'Ouest, car il est sous-représenté au Sénat par rapport aux autres provinces »*, explique Patrice Roy, chef du bureau de Radio-Canada à Ottawa. En effet, les provinces de l'Ouest ne comptent que 24 sénateurs pour les représenter à la Chambre haute, contre 24 pour le Québec et autant pour l'Ontario. Or, explique le journaliste, *« c'est une Chambre qui doit, en théorie, représenter les régions du Canada de façon équitable »*.

PRIMORDIAL LE SÉNAT ?

Une abolition apporterait-elle des conséquences irréversibles pour les Canadiens ? *« La Chambre des communes est le lieu de tous les débats. Pas besoin du Sénat pour en avoir »*, réplique Thomas Mulcair. *« Il n'y aurait pas de grandes conséquences s'il y avait abolition,* ajoute Michel Sarra-Bournet, professeur de science politique à l'UdeM, *le Sénat n'est pas un rouage essentiel au système canadien. »* Patrice Roy pense, lui, qu'*« il n'y aurait plus de contre-poids et les régions ne seraient plus représentées. Si c'était aussi simple, ça ferait longtemps qu'on l'aurait aboli. »* Pour le professeur, la seule manière de faire voter les sénateurs en faveur de l'abolition serait de leur payer l'équivalent de leur retraite en tant que sénateurs.

Le Sénat n'a jamais rien changé aux grands enjeux de la société

Thomas Mulcair

Critique d'ouvrage d'actualité

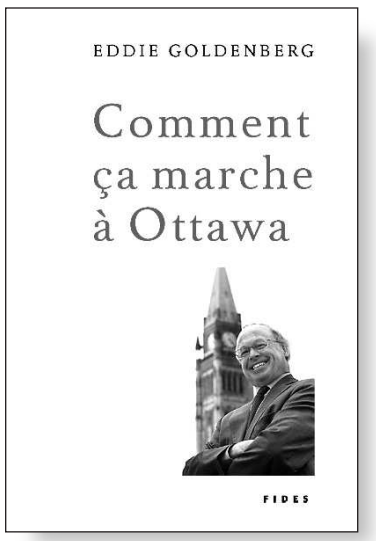
CHAMBRES ET CORRIDORS

La face cachée du Parlement fédéral s'éclaircit à travers l'ouvrage de l'avocat montréalais Eddie Goldenberg, *Comment ça marche à Ottawa*. Un aperçu de nos politiciens à l'œuvre, entre potins et grandes décisions, à travers la carrière du principal conseiller politique de l'ancien premier ministre Jean Chrétien.

Crystal CROW

Ce que le jeune Eddie Goldenberg pensait être un emploi d'été en 1972 aboutira finalement sur 32 années de travail au service de Jean Chrétien, jusqu'à ce que ce dernier quitte le pouvoir en décembre 2003. Au-delà du récit de carrière, c'est un florilège d'anecdotes de corridors parlementaires que nous livre l'auteur. Même s'il faisait partie du milieu, Eddie Goldenberg a parfois des propos incendiaires vis-à-vis du comportement des ministres et des parlementaires. *« Les plus grands parleurs sont souvent ceux qui en ont le moins à dire et, tant que le premier ministre ne leur coupe pas la parole, ses collègues en profitent pour signer des lettres, prendre un café, aller aux toilettes. »* Même s'il tourne en dérision le comportement des acteurs du cabinet de Jean Chrétien, son objectif n'est pas de ridiculiser le fonctionnement du gouvernement, mais de *« contextualiser les actions d'un gouvernement et* [de] *révéler ce qui se passe vraiment dans les coulisses du pouvoir »*.

Eddie Golderberg fait preuve d'humour, à l'image des discours qu'il écrivait pour Jean Chrétien. La lecture en est d'autant plus attractive. Il explique, par exemple, que les *« ministres et députés ne peuvent résister à l'appel des caméras et des micros, mais reprochent volontiers aux médias d'avoir rendu public ce qu'ils préféreraient n'avoir jamais dit »*. En revanche, il manque parfois de concision, en bon politicien qu'il reste, comme dans cette longue liste de leçons qu'il a apprises au Parlement.



Comment ça marche à Ottawa, Eddie Goldenberg, traduit par Pierre Corbeil et Jean Prévost, Éditions Fides, 2007

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 17

Le coût de l'eau au Québec

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Les Québécois consomment beaucoup d'eau, 400 litres par personne et par jour selon une étude d'Environnement Canada de 1999. Un record mondial, très loin des 5,4 litres de Madagascar. Et si demain, pour changer leurs habitudes, les Québécois se réveillaient avec des compteurs d'eau dans leurs salles de bain ?

Alexandra ROY

De nombreux États occidentaux, comme la France et le Royaume-Uni, taxent l'eau. Il en va de même pour certaines provinces canadiennes : la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario. Et les résultats sont là : la consommation d'eau résidentielle y a baissé de 70 %, rapporte Environnement Canada. Au Québec, difficile pour l'instant d'atteindre ces résultats car seulement 20 % des habitations sont équipées de compteurs d'eau.

La méthode de tarification diffère d'une municipalité à l'autre. La ville de Brossard, en banlieue de Montréal, est un exemple d'application du principe de l'utilisateur-payeur. Par le biais de la « taxe d'égoût et d'aqueduc », les citoyens paient l'eau par litre consommé. Cette approche fonctionne très bien selon M. Gallant, directeur général adjoint de la Ville : *« Notre pourcentage de perte et de consommation d'eau par habitant est beaucoup plus faible que la moyenne de la province. Les citoyens comprennent que plus la consommation augmente, plus les factures grimpent. De notre côté, nous nous engageons à fournir un service impeccable pour garder nos réseaux en excellente condition. »* Louise Cournoyer, résidante de Brossard, est plus mitigée : *« Ce n'est pas une question de compteurs, c'est une question de conscience. Les compteurs ne font pas en sorte que je sois plus vigilante, puisque de toute façon, le prix est trop faible pour faire une différence. »*

UNE ILLUSION ?

Pour d'autres municipalités, comme Laval, la tarification au litre ne fait pas partie des projets. *« Peut-être que les compteurs changeraient les mauvaises habitudes,* affirme le porte-parole de la ville, Michel Laforge, *mais ce n'est pas le meilleur moyen pour sensibiliser les résidents. On n'a qu'à regarder le prix de l'essence : ce n'est pas parce qu'il monte que les citoyens en consomment moins. Changer les habitudes de vie, c'est un travail de longue haleine. »* Cette idée est appuyée par Stéphane Venne, directeur associé des communications à la Direction de l'eau de Montréal. Pour lui, dans les villes munies de compteurs, le budget global de l'eau n'est pas toujours connu avec précision et le tarif au mètre cube ne reflète pas nécessairement les coûts réels des infrastructures, *« mais il en crée l'illusion »*.

L'efficacité des compteurs d'eau est même contestée chez les militants écologistes. Pour plusieurs d'entre eux, le système de tarification forfaitaire – facturer un montant fixe chaque année au citoyen par le compte de taxes foncières – est plus efficace que les compteurs pour sensibiliser le citoyen au gaspillage. Martine Ouellet, vice-présidente de la coalition Eau Secours, fait partie de ceux-là. *« Tout le monde doit avoir accès à l'eau, c'est une question d'équité sociale. La taxe municipale actuelle tient compte de la consommation des entreprises et de la capacité de payer du citoyen. C'est la façon la moins coûteuse d'aller chercher les revenus nécessaires aux services de l'eau »*, explique-t-elle. Plutôt que d'opter pour les compteurs à domicile, il faudrait que le gouvernement et les municipalités misent sur la réglementation. *« Les amendes aux citoyens contrevenants sont plus dissuasives et moins coûteuses »,* poursuit-elle.

Serge Roy, président de l'Association québécoise pour le contrat mondial de l'eau (AQCME), se méfie également du principe de l'utilisateur-payeur. *« C'est un moyen d'aller chercher du financement à un moment où les infrastructures ont besoin d'être rénovées. Or, ce financement peut se faire par la taxe foncière générale. Quant au gaspillage, le gouvernement devrait miser sur des campagnes de sensibilisation et d'éducation populaire, comme ça s'est fait dans de grandes villes telles que New York. »*

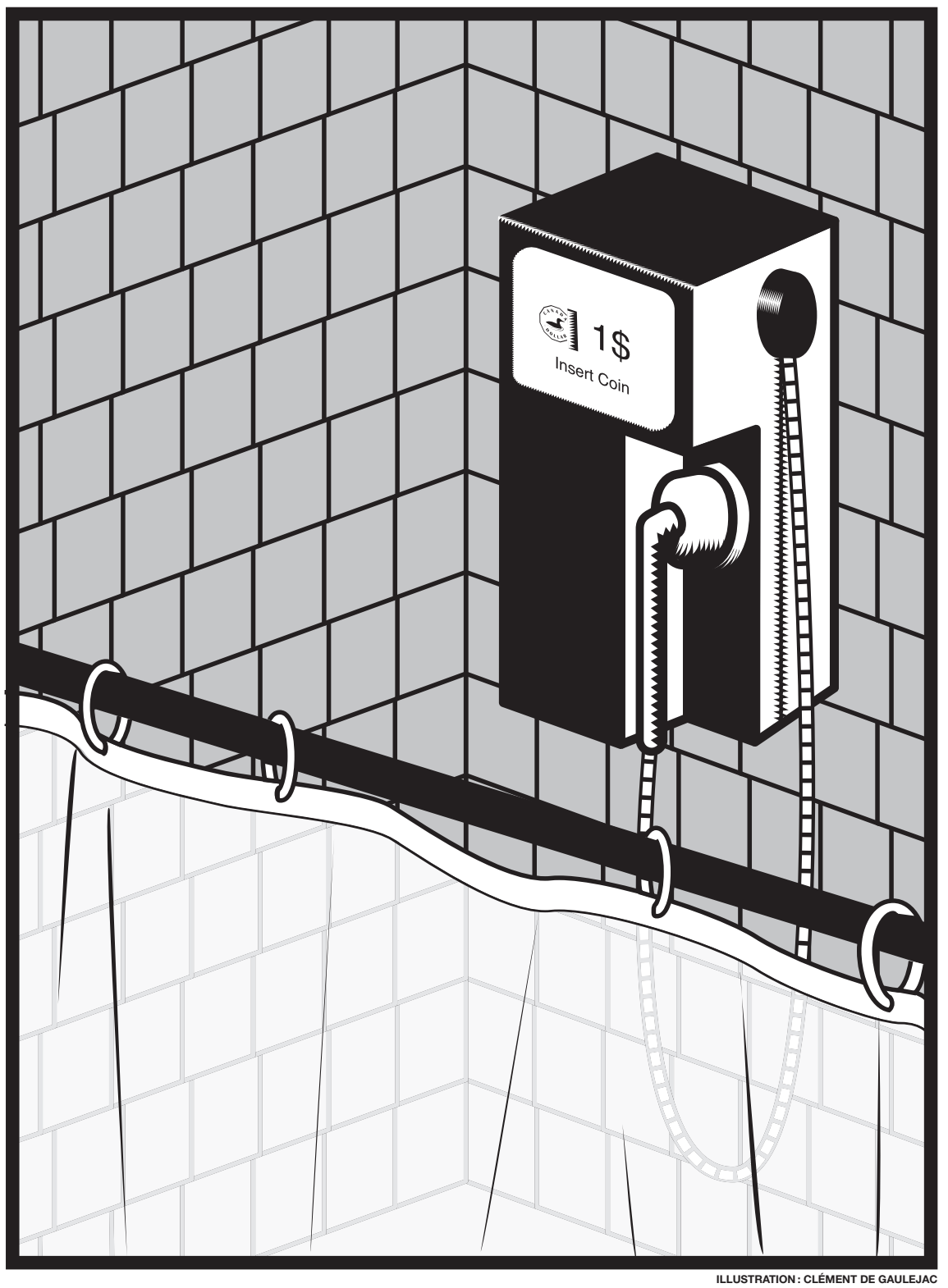


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

FREE-FOR-ALL AU QUÉBEC

Ceux qui considèrent les compteurs comme un outil efficace pour inciter les résidants à moins gaspiller l'eau croient au contraire que la tarification à forfait désavantage les moins nantis. *« En ce moment, au Québec, c'est le* free-for-all. *Le système de taxes actuel fait en sorte que les plus riches en profitent pendant que les plus pauvres paient. Il y a du gaspillage et on ne frappe pas sur les bonnes personnes »*, affirme Réjean Piché, vice-président de Tekno, une entreprise qui œuvre dans le traitement de l'eau depuis 30 ans.

Plusieurs militants de l'eau perçoivent l'installation de compteurs comme une porte ouverte pour les entreprises désireuses de mettre la main sur la gestion de l'eau au Québec. M. Piché n'est pas de cet avis. *« Si les villes restent toujours propriétaires de leur système, il n'y a aucun danger. Les arrondissements de Saint-Laurent et Mercier ont installé des compteurs dans les résidences, et pourtant la gestion n'est pas privatisée. Par ailleurs, il y a toujours moyen de confier la gestion de l'eau à une*

L'exemple du Maroc

Au Maroc, en raison de la rareté de la ressource, l'eau est facturée chaque mois aux citoyens. Le prix oscille entre 45 et 50 dollars canadiens par famille pour l'eau, plus les frais d'électricité et de chauffage. Dans certaines régions, le gouvernement du Maroc coupe l'eau à des heures fixes pour s'assurer qu'il en reste pour tout le monde. *« Les gens s'accommodent à cette politique, il y a moins de gaspillage. Si l'eau était gratuite, les Marocains en profiteraient »*, explique Houda Soummer, une Marocaine qui vit maintenant au Québec.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 18

Rencontre avec Yvan Bienvenue, directeur du théâtre Urbi et Orbi

NOËL URBAIN

Yvan Bienvenue présente, comme tous les ans depuis 1994, une sélection de Contes urbains, des *« racontages »* écrits cette année par Michel Tremblay, Justin Larramée, Catherine Kidd, Ian Ferrier, Claude Champagne et lui-même. Et pour fêter les 15 ans de son théâtre Urbi et Orbi, les contes sont en français et en anglais.

Valérie MANTEAU

Assis face à la rue, dans la vitrine du café-boutique Le Placard, au coin de Mont-Royal et de Lorimier, Yvan Bienvenue ressemble à un père Noël en blouson de cuir, qui boit son café en regardant passer les gens. *« Les Contes urbains, ça parle des gens d'aujourd'hui,* explique-t-il. *C'est l'histoire de Valérie, c'est toi, l'étudiante de l'UdeM, qui passe tous les jours dans un couloir, où il y a une porte qui est barrée depuis des années. En fait, c'est une sortie de secours... »* Yvan Bienvenue est un conteur intarissable. Il ouvre des parenthèses, perd le fil de sa pensée, se gratte la barbe et commence à raconter que, l'autre jour, un môme lui a demandé où il avait parqué son traîneau. Ça lui plaît, de se voir en père Noël, et d'ailleurs, c'est un peu sa *job* avec les Contes urbains : *« Ce sont des contes sur la ville au moment des Fêtes, donc c'est un peu comme un cadeau de Noël. »*

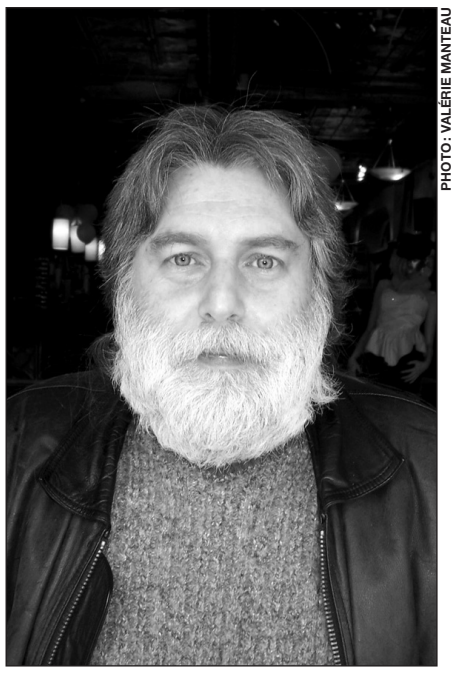


PHOTO : VALÉRIE MANTEAU

Yvan Bienvenue, directeur du théâtre Urbi et Orbi, a inventé les Contes Urbains il y a 15 ans.

UN NOUVEAU GENRE

Tous les ans, entre 5 et 10 auteurs – habitués et novices – sont invités à écrire un texte sur une légende urbaine, qui est *« mise en conte »,* et non mise en scène, et interprétée par un unique acteur. Cette année, les contes seront présentés en deux langues, à deux théâtres différents : en français à La Licorne et en anglais au Centaur. Une envie qu'Yvan Bienvenue avait depuis longtemps, bien que d'autres compagnies aient déjà fait voyager le concept des *Urban tales*, parfois sans lui demander son avis ni lui en reconnaître la paternité : *« Pourtant, c'est un nouveau genre, et c'est nous qui l'avons inventé. »*

Il disserte volontiers sur l'histoire du conte au Québec : *« La tradition orale, au Québec, elle n'existe pas, en tout cas, pas de façon spectaculaire. Elle n'a jamais été aussi développée qu'aujourd'hui. »* D'où le succès des Contes urbains, qui lui semblent répondre à un besoin. Ils servent à *« aller débusquer les figures, les mythes qui nous rassemblent. Pour comprendre qui nous sommes. Ce n'est pas Roméo et Juliette, c'est Rémi et Chantal, et Rémi bosse au dépanneur. Il y a Steve qui quête dehors* – il fait une pause, et change de registre – *d'ailleurs, il y en a vraiment trop des quêteux, ça va pas, il faut faire quelque chose. »*

Il avoue être un auteur engagé, *« mais engagé ne veut pas dire militant »*. Les contes parlent de politique au sens large, de la société, et ils y tiennent un rôle : *« C'est multiculturel, les représentations, et là, on s'aperçoit qu'on a tous quelque chose en commun. »* Yvan Bienvenue se demande si, depuis la mort du Grand Antonio, on pourrait trouver des figures fédératrices au Québec. *« Céline Dion, peut-être, mais non, parce qu'elle est vide, je veux dire, politiquement* – il rit – *là, on parle de n'importe quoi ! »*. Mais après réflexion, c'est bien là le sujet des Contes.

> **Ce n'est pas Roméo et Juliette, c'est Rémi et Chantal, et Rémi bosse au dépanneur**
>
> **Yvan Bienvenue**
> fondateur des Contes urbains

POUR TOUS LES GOÛTS

Mais bien qu'il y ait un *« protocole »* commun, les *« racontages »*, comme il les appelle, ne se ressemblent pas. Il dit même avoir écrit cette année *« un des textes les plus gratuits »* qu'il ait jamais présenté : l'histoire d'un type qui doit organiser une soirée et en même temps se débarrasser d'une crotte de nez. *« C'est une grosse farce, et en plus elle sera jouée par Stéphane Jacques, que l'on connaît comme un acteur sérieux. Et l'autre texte que j'ai écrit, plus engagé, sera interprété par Joël Marin, lui aussi à contre-emploi. »*

Une performance d'acteur qui surprendra et dont il se réjouit, mais qui est plutôt due aux aléas de l'organisation du spectacle. Cette année, il lui a fallu écrire un conte supplémentaire, au dernier moment, pour remplacer un auteur qui s'était désisté. Il est habitué aux imprévus : lors d'une précédente édition, il avait dû, deux mois avant le spectacle, écrire lui-même la totalité des textes. Maintenant qu'il reconnaît avoir un certain savoir-faire, son principal souci est de ne pas donner de leçons de morale. Il se définit plutôt comme un *« éthiquiste »*, inquiet de voir que notre société a cessé de s'émerveiller du monde tel qu'il est, du monde urbain d'aujourd'hui.

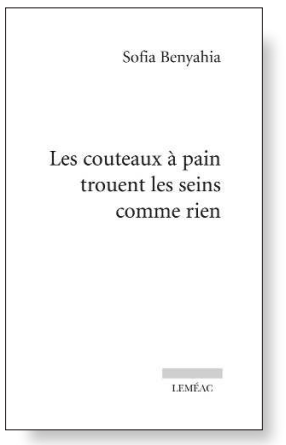
Les Contes urbains : en français à la Licorne du 4 au 22 décembre 2007, en anglais au Centaur du 6 au 15 décembre.

Lecture

DÉLICIEUX PETIT OBJET

Marie-Michèle GIGUÈRE

Telles de petites fenêtres sur la vie des gens, les nouvelles de Sofia Benyahia laissent entrevoir des parcelles d'existence. Un peu comme le marcheur de nuit entrevoit le quotidien des gens au gré des rideaux entrouverts et des éclairages révélateurs.



Dans *Les couteaux à pain trouent les seins comme rien*, son premier ouvrage de fiction, l'auteure propose de très brefs récits, comme autant de polaroïds. En effet, ces nouvelles sont des tableaux, des instantanés : on y découvre une ambiance, une situation, un personnage, une saveur. Il ne s'agit pas de suivre l'évolution d'une situation ou de s'immiscer dans la psychologie d'un protagoniste, mais de contempler un moment. Rien de plus, ou tout cela, c'est selon…

Ces instantanés, ce sont une machine qui déchiquette les aigreurs des gens, le plaisir de dormir, Saddam Hussein qui se teint les cheveux, le portrait d'une famille qui se disperse de par les continents… autant de petites bribes de vie et de poésie, délicieuses et odorantes. Au Québec ou au Maroc, l'auteure fait écho à des thèmes aussi universels que l'amour ou la mort, mais, chaque fois, avec un propos singulier. Elle sait aussi consacrer toute une section de son œuvre aux cheveux, mais qui suis-je pour suggérer qu'il ne s'agit pas là d'un thème universel ?

Si le titre du recueil est surprenant, ceux des nouvelles ne laissent pas leur place non plus : « L'amour l'après-midi et le fromage de chèvre », « Ma robe a perdu sa voix » ou « Les hommes qui se teignent les cheveux ont leurs règles ». Autant de titres à l'image de ce livre, à cheval entre le quotidien et le burlesque, l'extrêmement banal et le surréalisme. Ça ressemble à la vie. On en prendrait bien un peu plus.

Les couteaux à pain trouent les seins comme rien,
Sofia Benyahia,
Leméac, 2007.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 19

1973 : Désolé, plus d'essence, une exposition au CCA

ARCHITECTURE À SEC

Comment vivre sans pétrole ? La nouvelle exposition du Centre canadien d'architecture, *1973 : Désolé, plus d'essence*, rassemble les différentes réponses que les politiciens, les architectes, les chercheurs ou simplement les particuliers ont apportées pour faire face à la crise pétrolière de 1973. Trente ans plus tard, ces expérimentations sont à nouveau d'actualité.

Charlotte HORNY

1973 : le prix du baril de pétrole flambe. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays occidentaux doivent s'imposer des restrictions pour minimiser la pénurie d'énergie. Le visiteur de l'exposition en prend conscience face à un alignement de télévisions diffusant les discours des présidents de différents pays qui recommandent d'économiser l'essence et de limiter la consommation d'électricité. Les premières critiques du mode de vie d'après-guerre se font alors entendre.

UNE CRISE GLOBALE

La crise pétrolière a eu des répercussions dans toutes les sphères du quotidien. L'exposition montre les panneaux solaires bricolés par des particuliers, des magazines pour enfants qui font la promotion de camps de vacances sur l'énergie solaire, ou encore une gamme de jeux de société thématiques comme *Energy Quest* ou *Gas Crisis Game*, avec cette publicité : *« Exciting, entertaining, educationnal ! »* (excitant, amusant, éducatif !). On peut également admirer l'un des panneaux solaires que le président américain Jimmy Carter avait fait installer sur la Maison-Blanche en 1977 – qui fut retiré par Ronald Reagan en 1986.

Ainsi, Mirko Zardini, directeur du CCA et commissaire de l'exposition qui se tient jusqu'au 20 avril 2008, précise : *« Les réponses à la crise n'ont pas été uniquement technologiques, c'était aussi une question de mode de vie, de culture. »* En effet, outre les innovations techniques de production d'énergie ou d'isolation, l'exposition présente des propositions pour une réorganisation totale de la maison et les premiers pas du recyclage par l'architecte Michael Reynolds.

UNE PROBLÉMATIQUE ACTUELLE

Selon le président du CCA, les problématiques actuelles d'économie d'énergie sont les mêmes qu'en 1973, même si les circonstances sont différentes. Le problème est qu'entre-temps *« on a préféré tout oublier, c'était plus confortable*, explique-t-il. *Malheureusement, nous avons perdu 30 ans de recherches dans ce domaine. »* Il est ainsi frappant de constater que les innovations proposées sont les mêmes aujourd'hui : maison à faible consommation d'énergie, éoliennes ou panneaux solaires photovoltaïques.

La question reste entière : sommes-nous capable de modifier notre mode de vie ? La déconstruction des salles par une structure noire continue, qui peut

PHOTO : KPA/DPA

File devant une station service de Los Angeles en anticipation d'un rationnement d'essence, le 11 mai 1979.

être associée à un pipeline, fait ressentir au visiteur, d'une part la perte de stabilité créée par la crise et d'autre part l'omniprésence du pétrole dans notre quotidien. Pour M. Zardini, la question à se poser face à ce type de crise n'est pas *« pourquoi y a-t-il pénurie d'énergie ? »*, mais bien *« pourquoi sommes-nous si dépendant ? »*.

La prise de conscience quant à l'économie d'énergie, si elle semble actuellement généralisée, ne s'est pas encore concrétisée. *« Mon souhait, ce serait que le CCA ne soit pas obligé de faire une exposition sur le même thème dans 30 ans ! »*, conclut M. Zardini.

1973 : Désolé plus d'essence,
au Centre canadien d'architecture
jusqu'au 20 avril 2008.

Documentaire

War Made Easy

PROPAGANDE DE GUERRE

Valérie SIMARD

Quand l'on pense à la propagande de guerre, on pense à Hitler et aux films de Leni Riefenstahl, à Mussolini et à son ministère de la Culture populaire et, de plus en plus, aux États-Unis. Du Vietnam à l'Irak, le scénario est le même, démontre l'auteur et critique des médias, Norman Solomon, dans son documentaire *War Made Easy*, présentement à l'affiche au Cinéma du Parc dans sa version originale, sous-titrée en français. Réalisé par Loretta Alper et Jeremy Earp, le film *War Made Easy (Vendre la guerre)* s'inspire du livre du même nom publié par Solomon en 2005. Un livre qui a pour exergue : *« Comment les présidents et les experts nous manipulent à mort. »* Ça donne le ton.

Le postulat de Norman Solomon est intéressant. Depuis 50 ans, les présidents américains utilisent la tromperie et manipulent l'information pour convaincre l'opinion publique de la nécessité des guerres. Le film s'ouvre sur des images du général MacArthur, qui déclarait la fin de la Seconde Guerre mondiale apporterait *« un nouveau monde de paix »*. La suite du film montre de façon convaincante qu'il s'est trompé. Norman Solomon ne s'étend pas sur les enjeux des conflits. Ce qu'il veut démontrer, c'est comment les administrations américaines qui se sont succédées depuis 50 ans ont manipulé les faits pour vendre la guerre à la population. On y voit entre autres, Colin Powell, alors secrétaire d'État, annoncer avec certitude la présence d'armes de destruction massive en Irak. De la même façon, Richard Nixon, Lyndon B. Johnson, Bill Clinton et George W. Bush enfoncent sans cesse le même clou pour diaboliser l'ennemi. En 1965, c'étaient les Viêt-cong ; en 2003, Saddam Hussein.

MÉDIAS BLÂMÉS

Les présidents ne sont pas les seuls à blâmer, selon Solomon. Ils ont pu compter sur un allié de taille pour faire passer leur message : les médias américains. Les exemples pullulent et le travail de recherche dans les archives est, à cet égard, remarquable. Solomon critique la décision de la chaîne de télévision CNN d'avoir recours à des militaires en guise d'experts. Il s'interroge sur l'objectivité des journalistes intégrés aux forces armées. Il montre comment, en temps de guerre, les médias mettent l'accent sur la puissance de l'arsenal utilisé par l'armée américaine. Si la critique est

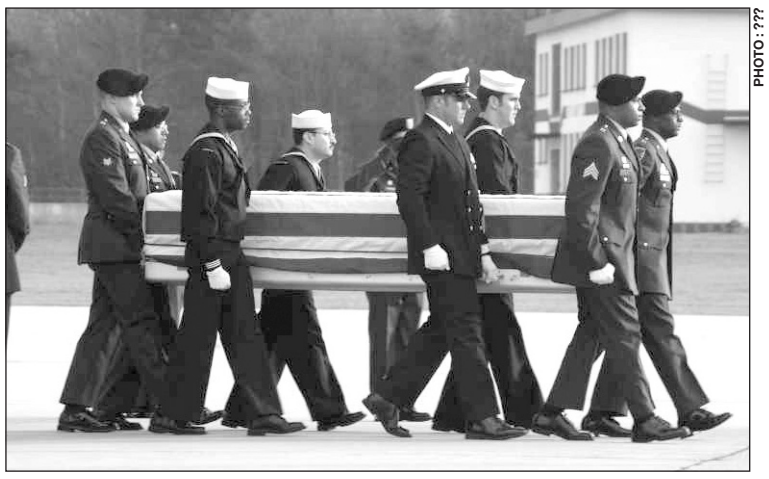


PHOTO : ???

davantage dirigée à l'endroit de Fox News, CNN n'en sort pas indemne. MSNBC non plus. Solomon rappelle le retrait des ondes de l'animateur Phil Donahue qui s'était montré sceptique quant au bien-fondé de l'invasion américaine en Irak, et ce, malgré les bonnes cotes d'écoute que récoltait son émission sur la chaîne MSNBC.

Les arguments de Solomon sont efficaces. L'appui des médias américains à la guerre en Irak et la manipulation du message politique par l'administration Bush était déjà des secrets de Polichinelle. C'est son ampleur et la similitude du message véhiculé depuis 50 ans qui frappe. Évidemment, les réalisateurs ont choisi des extraits d'archives appuyant la thèse de Solomon, qui est d'ailleurs le seul intervenant du film, narré par l'acteur Sean Penn, activiste à ses heures. Le montage rapide (et parfois étourdissant) des images donne du poids à la thèse. Peut-on reprocher aux documentaristes d'avoir manipulé eux aussi les images pour appuyer leurs idées ? Pas si sûr.

War Made Easy
de Norman Solomon,
à l'affiche au Cinéma du Parc.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 20

Université d'Ottawa

Maîtrise en service social

- Programme professionnel agréé par l'ACESS depuis plus de 10 ans
- Deux champs d'études : santé et famille-enfance
- Stages d'intervention et de recherche-intervention

Vous aimeriez travailler dans le milieu de la santé? Vous aimeriez intervenir auprès de familles, d'enfants, de jeunes, d'adultes ou de personnes âgées?

Date limite : **1er février 2008**

uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

École de service social
Université d'Ottawa
1, rue Stewart, pièce 132
Ottawa ON K1N 6N5

Tél. : 613-562-5494
servsoc@uOttawa.ca
www.servicesocial.uOttawa.ca

Emplois d'été en recherche à l'INRS

CONCOURS 2008

Si vous avez complété une 2e année d'études dans un programme de 1er cycle en sciences naturelles, en génie et en sciences de la santé, l'INRS vous offre la possibilité d'occuper un emploi d'été en recherche dans l'un ou l'autre des domaines suivants :

:: eau, terre et environnement;
:: énergie, matériaux et télécommunications;
:: santé humaine, animale et environnementale.

Date limite du concours : 8 février 2008

Critères d'inscription, modalités d'application du concours et information sont disponibles sur le site Web de l'INRS.

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone : 418 654-2500
Sans frais : 1 877 326-5762

www.inrs.ca

CULTURE

Festival de cinéma gai et lesbien Image+Nation

VINGT ANS

Image+Nation, le festival de cinéma gai et lesbien de Montréal, a commencé le 15 novembre. Comment cet événement, qui fête ses 20 ans cette année, a trouvé sa place parmi les autres festivals de cinéma ?

***Eternal Summer*, un film de Leste Chan qui a battu les records du box-office à Taiwan.**

Benjamin LÉON

Une semaine déjà que le festival gai et lesbien de Montréal propose au public une programmation de longs et courts métrages de fiction et documentaires. En plaçant *The Bubble* de l'Israélien Eytan Fox en ouverture, Image+Nation entend donner une autre dimension aux thèmes souvent abordés par la culture gaie, comme l'identité sexuelle, et cherche à aborder une problématique plus large puisque le film se déroule au centre du conflit israélo-palestinien.

Créé en 1988, Image+Nation arrive après deux événements d'importance non négligeable : la semaine du cinéma gai, en 1980, et une série de films réalisés par des gais et lesbiennes sous l'appellation *Sans popcorn* à l'ONF, en 1982. Avec une fréquentation annuelle en constante augmentation, le festival est maintenant bien implanté tant au niveau local qu'international : *« Image+Nation met en œuvre depuis plusieurs éditions une stratégie de développement et de promotion qui attire un public étranger toujours plus nombreux »*, constate Philippe Szporer, réalisateur montréalais qui présente, en compétition cette année, le film *Byron Chief-Moon*. La directrice du festival, Charlie Boudreau, pense que *« cette évolution phénoménale montre que l'espoir initial de voir apparaître et grandir une culture de l'image* queer *en 1987 s'est largement concrétisé »*.

RECONNAISSANCE ET CRÉDIBILITÉ

Derrière son étiquette « gai et lesbien », le festival est-il tout de même reconnu par les professionnels ? *« Ce débat est un faux problème. Nous ne ressentons pas le poids communautariste. Le festival démontre, par sa programmation aussi bien grand public que plus intimiste, sa capacité et son envie de fédérer un public diversifié »*, affirme Charlie Boudreau. Un propos enthousiaste qui reflète une réalité plus complexe : *« La communauté gaie, à laquelle l'existence du festival est intimement liée, constitue la majorité du public »*, note Samuel Bélisle, adjoint administratif à la programmation des Rencontres internationales du documentaire de Montréal. Claudie Lévesque, réalisatrice et membre du jury de la présente édition, pense que la restriction du public d'Image+Nation se trouverait plutôt du côté de la langue : *« Image+Nation est un festival important, mais sa direction est majoritairement anglophone et sa programmation ne permet donc pas de toucher tous les publics dans une ville comme Montréal. »* Néanmoins, c'est avant tout la programmation du festival qui fait sa crédibilité, comme le pense sa directrice Charlie Boudreau : *« Nous avons réduit le nombre de films en sélection depuis quelques années afin de privilégier la qualité de notre festival. »*

Nous avons réduit le nombre de films en sélection depuis quelques années afin de privilégier la qualité de notre festival

Charlie Boudreau
Directrice du festval Image+Nation

L'HEURE DU BILAN ?

Pour le 20e anniversaire, Charlie Boudreau ne souhaitait pas faire un bilan rétrospectif avec la rediffusion d'œuvres déjà programmées : *« Au contraire, nous avons essayé de donner une large place à des documentaires souvent inédits qui évoquent le travail et le combat de grandes figures de la scène* queer. *Nous proposons aussi quelques films coup de poing qui ont eu leur importance pour la construction d'une culture gaie à l'écran. »* On pense au documentaire d'Alessandro Avellis et Gabrielle Ferluga, *La révolution du désir,* qui traite de la libération sexuelle en France à travers la figure de l'écrivain Guy Hocquenghem ou encore à *Anger Me,* d'Elio Gelmeni, qui retrace le parcours du cinéaste expérimental Kenneth Anger, figure importante de la communauté gaie. À voir et découvrir jusqu'au dimanche 25 novembre.

Image+Nation, le festival international de cinéma LGBT de Montréal, jusqu'au 25 novembre 2007 au cinéma Impérial, cinéma ONF et cinéma de Sève. www.image-nation.org.

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 21

CULTURE

Rencontre avec Zviane, auteure de bande dessinée

JOLI AIR DE FIN DU MONDE

En 2006, Zviane remportait le premier concours québécois de bande dessinée pour *Le point B.* Un an plus tard, la jeune étudiante en musique de l'Université de Montréal revient avec *La plus jolie fin du monde*, un livre compilant le blogue en bande dessinée qu'elle tient depuis plus d'un an et demi.

Maude L'ARCHEVÊQUE

Chaque fois que Zviane frappe l'accoudoir dans un élan d'enthousiasme, de la poussière émane du divan où elle est assise. Des élans d'enthousiasme, Sylvie-Anne Ménard en a beaucoup, à propos de tout et de n'importe quoi : son aspirateur, les BD de Jimmy Corrigan, sa maîtrise en composition instrumentale à la Faculté de musique de l'UdeM. Et aussi, bien entendu, à propos de son dernier livre, la bande dessinée *La plus jolie fin du monde*, publiée chez Mécanique générale.

Avant d'être un livre, *La plus jolie fin du monde* a été – et est toujours – un blogue, commencé en janvier 2006, où Zviane écrit et dessine son quotidien. Pour la bédéiste, l'aspect autobiographique est loin de rendre le contenu du blogue – et maintenant du livre – moins intéressant. *« Au contraire, la quotidienneté, je trouve ça encore plus riche que la fiction*, souligne Zviane. *Ce sont des choses qui nous parlent directement. »* La jeune auteure de 24 ans estime que le lecteur s'attache toujours plus à une histoire lorsqu'il sait que ce que vit le personnage est arrivé pour vrai. Ainsi, pour elle, tout est racontable : sa pendaison de crémaillère, un bon repas au restaurant ou, simplement, ses sentiments lorsque son chum part en voyage en France pour deux semaines – deux semaines ! *« Même si ça n'a aucun intérêt comme histoire, tu vas trouver quelque chose à raconter qui va même pouvoir toucher des gens. »*

BIEN FINIR

Zviane est exactement comme elle se dessine : longues tresses brunes, lunettes et bas rayés jaune et noir. Dans son appartement, aucun lapin géant comme ceux avec qui elle s'entretient dans ses bandes dessinées – *« les lapins sont dans mon imagination »* – mais un chat tout noir, un piano et le bruit du métronome du fameux Maxime, dont elle parle souvent dans ses histoires.

Le blogue a été coiffé du titre *La plus jolie fin du monde* parce que la certitude qu'il n'y aurait bientôt plus d'humains habitait Zviane au moment où elle a commencé à le tenir. La fin étant proche, les humains devraient s'efforcer de créer de la beauté, de tout faire tout de suite, pour créer cette plus jolie fin du monde. *« Ah mais* man*, ça finit, mais on s'en fout, puis il faut que ça finisse bien ! »*, s'exclame-t-elle.

Texte et dessin viennent simultanément lorsque Zviane crée une BD : mettre l'un avant l'autre équivaut à mal exploiter le médium. *« Le dessin doit parler autant, sinon plus, que le texte »*, croit-elle. C'est pourquoi Zviane s'est mise à la bande dessinée sans texte pour ses œuvres de fiction. *« C'est ce qui me fait vraiment tripper ces temps-ci. »* Au plus, les personnages s'expriment-ils avec des pictogrammes. Ces bandes dessinées ont l'avantage de pouvoir être comprises dans toutes les langues. *« Internet, n'importe qui va là, alors pourquoi pas ? »*

Zviane faisait de la bande dessinée bien avant d'écrire et de dessiner son blogue actuel, mais elle jugeait son style peu spontané. *« Je faisais toujours mes scénarios à l'avance, mon découpage, mes dialogues… »* Bloguer lui aura donc permis d'aborder la bande dessinée d'une façon nouvelle.

PHOTO : MAUDE L'ARCHEVÊQUE

Sylvie-Anne Ménard, étudiante en Musique à l'UdeM sort *La plus jolie fin du monde*, son deuxième livre de BD, signé sous le nom de Zviane

Mais attention, bloguer peut aussi créer une dépendance. Si Zviane met en ligne ses histoires parce qu'elle a envie de les raconter, les nombreux commentaires que suscitent ses bandes dessinées lui donnent envie d'en faire davantage. *« Vu que j'ai plein de* feedback*, ça devient vraiment addictant »*, dit-elle avec intensité.

MUSIQUE ET BANDE DESSINÉE

Pour Zviane, impossible de comparer ses deux grandes passions, bande dessinée et musique contemporaine : *« La composition, c'est un art dans le temps fixe. La BD, c'est un art qui est dans le temps relatif*, explique-t-elle. *En BD c'est toi qui contrôle le temps. Quand tu fais de la musique, c'est le temps qui te contrôle. »*

Zviane estime se consacrer *« plus sérieusement »* à la musique qu'à la BD, *« même si ça ne paraît pas de même »*, blague-t-elle. C'est pourquoi c'est Sylvie-Anne Ménard qui compose de la musique et Zviane qui fait de la BD, et non le contraire. *« La BD, c'est comme un exutoire, c'est un à-côté, c'est pour me défouler »*, dit celle qui affirme trouver la composition beaucoup plus difficile que la bande dessinée. *« Tu te sens plus intelligent quand tu composes de la musique que quand tu fais de la BD »*, ajoute-t-elle en riant.

La Société de musique contemporaine du Québec lui a récemment donné l'occasion de combiner ses deux passions en lui demandant d'écrire une biographie en bande dessinée du célèbre compositeur québécois Claude Vivier. Destinée à un plus jeune public, Zviane estimait que la commande *« n'était pas exactement dans ses cordes »*, bien qu'elle ne voie pas qui d'autre aurait pu l'écrire. Le genre biographique a cependant beaucoup plu à la bédéiste, qui espère répéter l'expérience, avec une nouvelle BD sur Claude Vivier ou sur quiconque le mériterait – le compositeur Michel Longtin par exemple.

En attendant d'avoir son nom dans le Robert des noms propres (sous M, comme Ménard, espère-t-elle), Zviane sera à Expozine (à Montréal les 24 et 25 novembre). Et continue, bien entendu, à se raconter sur son blogue pour le plus grand plaisir de ses lecteurs.

www.zviane.com

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 22

Musique

YVES DESROSIERS

Chansons Indociles

(Audiogram)

Yves Desrosiers est, à plus petite échelle, un genre de Daniel Lanois. Les deux musiciens ont une vision très personnelle de la musique – et de la guitare en particulier. Aussi, chacun est davantage reconnu pour sa collaboration avec les autres que pour son œuvre. Yves Desrosiers propose, avec *Chansons Indociles*, un country-folk contemporain chargé d'émotions et teinté de musiques du monde. Par le passé, son travail avec Jesczce Raz et Lhasa l'avait amené à explorer différents folklores.

Comme celle de Daniel Lanois, la musique de Desrosiers est riche et subtile. Bien que lui-même ait signé trois textes, c'est la plume de son ami Robin Aubert, comédien et cinéaste, qui se démarque. Ses vers mettent en images des réalités sociales (« Les clochards », « Le déporté ») et des rêveries (« Circus », « Comme une fumée blanche »). En plus de faire les chœurs sur une chanson, Bia a écrit les paroles de « Maria », la chanson la plus rythmée du disque. Mara Tremblay participe aussi à l'album. On a l'impression qu'après avoir dompté ses chansons, Yves Desrosiers est encore en train d'apprivoiser sa voix. Pour chanter, il se débrouille et fait le travail, sans plus. Dans ses berceuses, il « parle-chante » d'une manière qui rappelle Renaud. Une grande place est accordée aux guitares – acoustiques, électriques, lapsteel, ebow – et aux violons. « Les métaux noirs » contient de l'ehru, un instrument traditionnel chinois auquel le paysage québécois n'est pas habitué, alors que les marimbas apportent un côté Tom Waits à la chanson « Le conquérant ». **(Nicholas LAVALLÉE)**

ORILLIA OPRY

Lighthouse for Stragglers' Eyes

(Ships at Night)

Un sage individu oublié par l'Histoire a déjà dit : *« if you're gonna steal, steal from the best »*. (Si tu voles, voles le meilleur) Cet adage s'applique très bien au duo montréalais Orillia Opry, qui puise librement, et consciemment, dans le répertoire sonore de Neil Young. De la première à la dernière piste, on sent l'influence du colosse du rock folk dans le trémolo plaintif de Daniel Noble, sur trame de guitares acoustiques et électriques digne de Crazy Horse. Mais là où le timbre de Young écorche parfois, celui de Noble est feutré, tout en douceur et en chaleur. Une chaleur dont le contraste est d'autant plus remarquable face aux thématiques sombres soulevées par des paroles à l'imagerie vive, tissées avec finesse – on pensera à « Riverside 1 & 2 », racontant l'histoire d'une prostituée trouvée, morte, dans les Everglades, un clin d'œil *trash* à CSI : Miami. Si l'imitation gratuite est la marque de plusieurs groupes « indie », Noble et sa compagne vocaliste Emily Baxter intègrent ici leurs inspirations de façon organique, mesurée, et y injectent une sensibilité pop d'un savoir-faire précoce d'une formation d'à peine trois ans. Même si l'énergie fait parfois défaut, surtout en fin d'album, ce mariage de guitares folk, de voix plaintives et d'accents de piano font de *Lighthouse for Stragglers' Eyes* une réussite éclatante en son genre, combinant structures éprouvées et sonorités novatrices dans un mélange d'une sensibilité et d'une tristesse sublimes. **(Pascal ÉMOND)**

Bande dessinée

DÉPRESSION GRAPHIQUE

Julie DELPORTE

Catherine Lepage signe son premier livre à elle toute seule : *12 mois sans interêt, Journal d'une dépression,* chez Mécanique générale, après avoir illustré celui de Julie-Gaudet Beauregard, *Coup de foudre, clichés et autres atrocités*. Elle avait d'abord pensé le publier aux éditions Les 400 coups (qui se sont associées à Mécanique générale en 2002), à cause de l'auteur Lino (*La saveur du vide*, *L'ombre du doute*). En effet, l'inspiration est bien là, on retrouve dans ce *Journal d'une dépression* la même calligraphie crayonnée, des couleurs semblables et un ton tout aussi intimiste que chez le dessinateur montréalais.

12 mois sans intêret est une expérience très belle pour les yeux. La forme y prime un peu sur le fond, peu développé à mon sens, mais c'est sans doute un des préalables du genre (lire l'éditorial en page 3). On y retrouve la silhouette de Catherine enfermée dans un pot de confiture – image très forte –, sa carte d'embarquement à destination du pays du mieux-être, la courbe graphique de son moral et ses boules noires d'angoisse qui accompagnent toutes les pages. *12 mois sans intérêt* parle d'une dépression qui arrive en traître alors qu'on la connaissait pas et qu'on guérit à grands coups de médicaments. Une dépression dans toute sa définition clinique, qui fait un peu honte et transforme le cerveau en gelée goût de cerise.

12 mois sans interêt, Journal d'une dépression,
Catherine Lepage, éditions Mécanique générale.

Université d'Ottawa

Des études supérieures en affaires publiques et internationales

Ça part d'ici.

Fondée en 2007, l'École supérieure d'affaires publiques et internationales a un caractère unique et exceptionnel :

- Un programme innovateur et entièrement bilingue où les cours sont enseignés dans les deux langues officielles
- Un enseignement de la plus haute qualité et des activités de recherche exceptionnelles grâce à un corps professoral réputé et à des professionnels en résidence chevronnés
- Un endroit idéal de rencontre de la théorie et de la pratique en vue d'une carrière dans les affaires publiques et internationales

uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

Renseignements sur les programmes et l'admission :
www.sciencessociales.uOttawa.ca/api | 613-562-5689

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 23

paresse

pascalgirard.blogspot.com

pascal

Un grand de ce monde: Raël

francisd.com 2007-07

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg

_QLvol15no7.qxd 11/20/07 8:03 PM Page 24

22 novembre à 14h00

Au parc Émilie-Gamelin (Square-Berri)

Manifestation nationale

Stoppons la hausse des frais ! Marchons pour l'Éducation !

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*